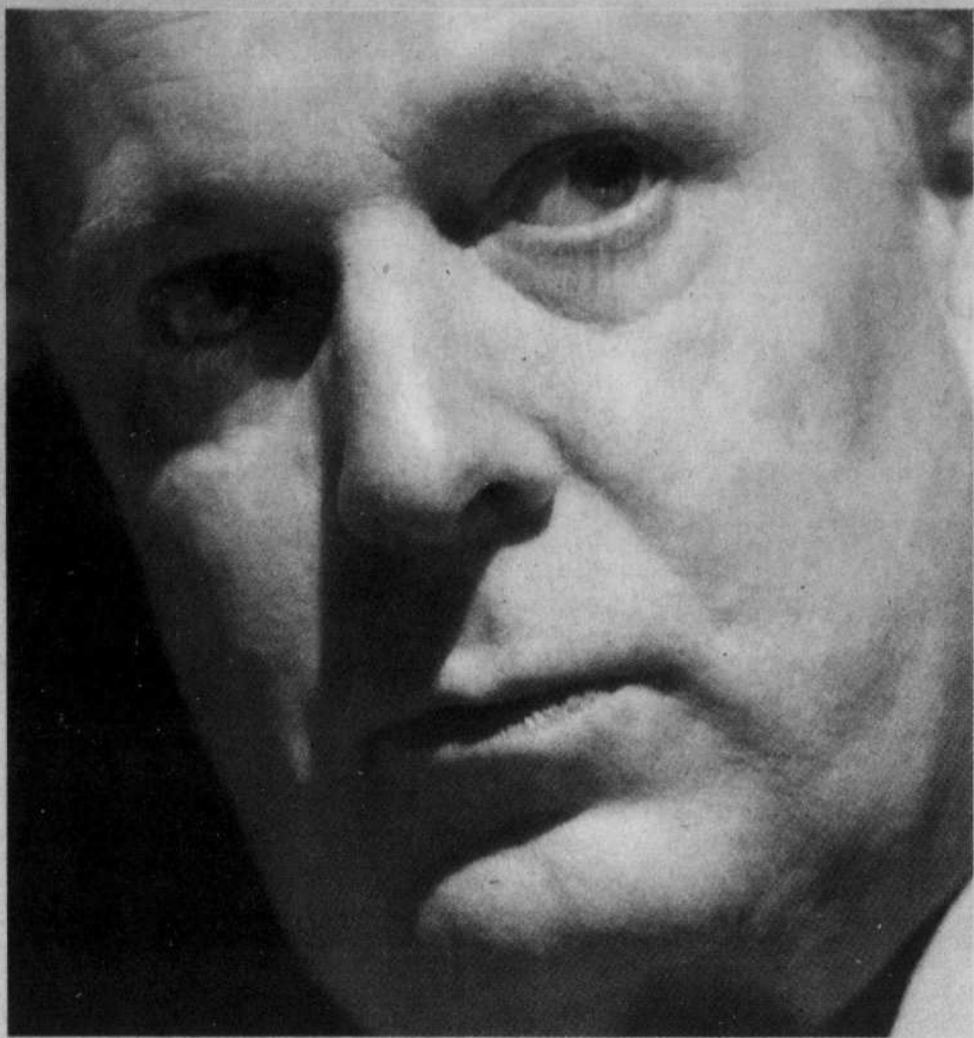


# LE DEVOIR

## Coude à coude... à coude



### De la certitude à l'inquiétude

KATHLEEN LÉVESQUE

Le premier ministre Jean Charest a entamé hier le sprint final pour convaincre les électeurs après une campagne en demi-teintes, sans grande passion et avec une seule audace: la promesse de baisses d'impôt à même la correction du déséquilibre fiscal.

Un événement impromptu, un discours enflammé ou un débat des chefs énergique peuvent modifier le cours d'une campagne électorale. Mais cette fois-ci, ce tournant ne s'est pas produit d'un seul coup. Il a pris l'allure d'un courant de sympathie pour Mario Dumont, qui s'est tranquillement incrusté dans la campagne libérale. «L'ADQ a atteint la stature de cause et Mario Dumont d'icône», analyse Michel Fréchette, communicateur-conseil.

Selon ce vieux routier des communications politiques, qui a notamment travaillé auprès du maire de Laval et conseiller Paul Martin, cette situation a déboussolé le chef libéral, dont le plan de campagne visait d'abord et avant tout le Parti québécois. «Personne n'a de prise contre une vague», a dit M. Fréchette. C'est d'autant plus vrai à ses yeux qu'on peut y décoder le message du «nous, les gens du peuple, contre eux, les big shots».

Cela n'a pas empêché Jean Charest de s'en prendre à Mario Dumont hier, dont le parti, a-t-il dit, est «l'antichambre de la souveraineté», alors qu'en comparaison, le Parti libéral est le «lobby de la classe moyenne».

Mais la certitude du début de la campagne a

céde le pas à une certaine inquiétude dans les rangs libéraux. Le scénario d'un gouvernement minoritaire devient de plus en plus plausible. Même Jean Charest a failli faire un lapsus à ce sujet jeudi. «Je suis confiant. Moi, je sais que nous formerons un gouvernement min... majoritaire», a-t-il laissé tomber.

Hier, la nouvelle charge de Jean Charest est survenue alors que de nouveaux sondages suggéraient encore une montée de l'ADQ, qui semble déborder la grande région de Québec.

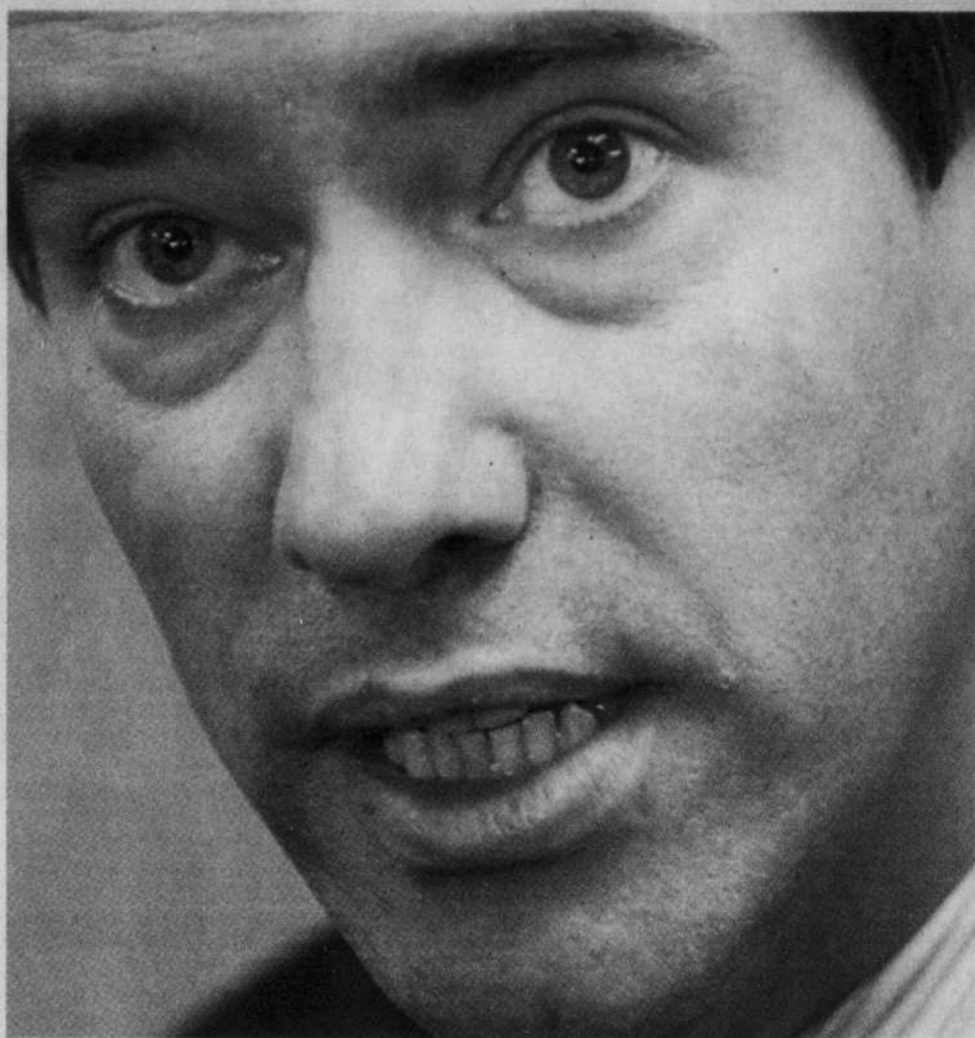
«C'est un appel à tous les citoyens», a déclaré M. Charest, invitant ceux qui ne veulent pas d'un référendum à voter pour le PLQ lundi.

Devant des partisans réunis tôt hier matin à Thetford Mines, dans le comté de Frontenac, Jean Charest avait d'abord déclaré que le Parti québécois chante «la même chanson depuis 30 ans» alors que le Québec a changé.

«J'en connais plein, des souverainistes qui ne veulent pas de référendum», a-t-il lancé. Aux journalistes, il a ensuite expliqué que les «souverainistes sont ailleurs». Et si des souverainistes se tournent vers l'ADQ, c'est que Mario Dumont entretient une certaine ambiguïté sur la question nationale, croit-il.

«C'est vrai qu'il y a des gens qui voient l'ADQ comme un véhicule pour faire avancer la souveraineté. [...] Il y a des souverainistes qui se disent: "Dans le fond, Mario Dumont et l'ADQ, c'est l'antichambre de la souveraineté"», a affirmé le chef libéral. Il se référait entre autres à l'appui public à l'ADQ du dramaturge Victor-Lévy Beaulieu,

VOIR PAGE A 14: CHAREST



### Du tumulte à l'espoir

ANTOINE ROBITAILLE

«Cela sent 1976!» Quand André Boisclair a lancé cette référence à l'élection mythique du PQ, hier matin à Joliette, plusieurs ont cru que le chef péquiste exagérât. Mais à la fin de son discours, alors que les notes hard rock du jingle de la campagne — «Reconstruisons!» — s'estompaient, l'assistance se mit à chanter «Mon cher André, c'est à ton tour» spontanément. Fin d'après-midi, à Arthabaska, des militants, dont l'un tient un drapeau du Québec, doivent écouter le discours de leur chef à l'extérieur du local électoral puisque ce dernier est plein. Dans Fabre, d'autres avaient ressorti des balais, comme en 1976.

André Boisclair répète depuis des semaines que le vent souffle pour lui, qu'il formera un gouvernement majoritaire. Jusqu'au débat, peu y croyaient. Mais ces derniers jours, un organisateur se risque: «C'est comme si la réalité rattrapait tranquillement le discours d'André.» Hier, «même [le chroniqueur] Alain Dubuc, de La Presse, reconnaissait qu'on a fait une bonne campagne», ajoute-t-il.

Majoritaire, le PQ, le 26 mars? André Boisclair répète inlassablement que c'est son seul et unique scénario, mais il serait surprenant qu'il le réalise. Sur son site, le chercheur Greg Morrow affichait hier sa dernière projection, effectuée à partir d'une moyenne pondérée des cinq dernières enquêtes d'opinion. Résultat: le Parti québécois obtiendrait 51 sièges contre 49 pour le PLQ et 25 pour l'Action dé-

mocratique du Québec. Quand, en début de parcours (le 24 février), le même chercheur avait projeté 51 sièges au PQ, plusieurs y avaient vu une sorte d'aberration.

#### Départ pénible

Et cela nous rappelle d'où André Boisclair est parti: accablé par de mauvais sondages (lui donnant 32 % des voix), affaibli par des guerres intestines, torpillé par des péquistes de la première heure. Bernard Landry, au premier chef, mais aussi Yves Michaud. Son air de bête traquée le soir de l'assemblée d'investiture de Pierre Curzi dans Borduas. Reconnu comme un grand orgueilleux hautain, le voilà qu'il faisait son mea-culpa: «J'entends bien le message. Je peux faire mieux. Je vais mettre mes culottes.»

Quand il arrive dans le hall du parlement le 21 février, jour du déclenchement des élections, le chef affiche un air très déterminé, même s'il n'a pas réussi à réunir l'équipe de rêve promise. L'organisateur en chef Nicolas Girard a beau répéter à tout vent que le PQ n'a «jamais eu un niveau de préparation aussi élevé», plusieurs sont sceptiques. M. Boisclair, souligne-t-il, a passé «un an à l'extérieur de l'Assemblée nationale pour faire la tournée de plusieurs régions afin de préparer l'organisation, et cela donne des résultats».

Après la tourmente de fin janvier, l'homme a su bricoler une unité toute électorale dans son parti. Les membres de l'équipe parlementaire, concluant qu'il serait suicidaire de se lancer

VOIR PAGE A 14: BOISCLAIR



- Niqab: le DGE fait volte-face, page A 3
- L'ADQ, refuge de ceux qui ont tout essayé, page A 3
- Gil Courtemanche: Une campagne de chefs, page A 6
- Michel David: Le réveil du RDQ, page B 1
- L'ère du réaligement politique, page B 3
- Le choix du Devoir: le Parti québécois, page B 4

#### INDEX

Actualités..... A 10	Idées..... B 5
annonces..... C 10	Monde..... A 9
Avis publics.. C 6	Mots croisés. D 5
Bourse..... C 4	Météo..... C 8
Carrières..... C 7	Perspectives.. B 1
Décès..... C 10	Rencontres... D 2
Économie..... C 1	Sports..... C 11
Éditorial..... B 4	Sudoku..... C 6



### Une victoire, quoi qu'il arrive

ROBERT DUTRISAC

Quoi qu'il arrive lundi, Mario Dumont sera le grand gagnant de la campagne électorale. Tout l'automne durant, l'Action démocratique du Québec crouissait à 12 % ou 13 % dans les sondages, et voilà qu'elle s'apprête selon toute vraisemblance à détenir la balance du pouvoir à l'Assemblée nationale et à dicter ses volontés à un gouvernement minoritaire. A deux jours du vote, on ne peut même pas exclure que cet éternel tiers parti forme l'opposition officielle. Mario Dumont est bien

conscient de sa chance. «L'ADQ ne fait plus peur», affirme Mario Dumont dans une entrevue accordée au Devoir. Même ses propositions d'ouvrir grande la porte au secteur privé dans la santé n'effraient plus les électeurs, selon lui. C'est tout un contraste avec les élections de 2003, alors que l'ADQ était vouée aux gémonies par la société civile. A commencer par les centrales syndicales qui, trop contentes de la possibilité de se débarrasser des libéraux, sont restées à peu près silencieuses sur

VOIR PAGE A 14: DUMONT

BQ BIBLIOTHÈQUE QUÉBÉCOISE



Retour aux sources

264 pages • 11,95 \$

www.livres-bq.com

# UN AUTRE 4 ANS AVEC CHAREST, C'EST LONG.

Le Parti Québécois est la seule véritable  
alternative et le seul parti souverainiste  
progressiste qui peut battre Jean Charest.

**LUNDI, ON VOTE OUI AU PARTI QUÉBÉCOIS !**

**Oui**  
PARTI QUÉBÉCOIS  
Reconstruisons notre Québec



# QUÉBEC 2007

**Bijouterie Gambard**  
630-A RUE CATHCART, CENTRE-VILLE  
MONTRÉAL (514) 866-3876

**ROLEX**  
Vente et service



ARCHIVES REUTERS

Les musulmanes qui portent le niqab devront soulever leur voile et montrer leur visage si elles veulent exercer leur droit de vote, contrairement à ce qu'avait antérieurement décidé le Directeur général des élections.

## Tout électeur devra voter à visage découvert

Le Directeur général des élections retire sa directive sur le vote des musulmanes portant le niqab

GUILLAUME BOURGAULT-CÔTÉ

Youppi et les autres électeurs masqués ou voilés du Québec ne seront pas les bienvenus dans les bureaux de vote lundi. Devant l'étonnante direction qu'a prise la question du vote pour les femmes voilées, le Directeur général des élections (DGE) a annoncé hier qu'il amendait la Loi électorale pour obliger tout le monde à voter le visage découvert.

C'est la crainte d'une dérive «farfelue» qui a forcé le DGE Marcel Blanchet à se prévaloir des dispositions prévues par l'article 490 de la Loi électorale, a-t-il indiqué hier en conférence de presse. La précision spéciale qu'il apporte à la loi fait en sorte que tous les électeurs devront s'identifier à visage découvert pour avoir le droit de voter. Le changement est temporaire et sera réévalué après les élections.

La veille, le DGE avait plutôt émis une directive précisant qu'une femme vêtue d'une burka ou d'un niqab pourrait voter sans avoir à retirer son voile. Il lui suffisait de se présenter à la table de vérification d'identité de son bureau de vote et de prêter serment en présentant certains documents. Sinon, le témoignage d'un accompagnateur certifiant l'identité de l'électrice pouvait aussi faire l'affaire.

«On s'est posé la question avant les élections pour prévoir ce qu'il

faudrait faire si une femme voilée désirait voter, a indiqué M<sup>e</sup> Blanchet. Les dispositions de la loi sont claires là-dessus. Et la Commission des droits de la personne a entériné notre point de vue. Ce n'était pas un accommodement raisonnable, mais simplement l'application de la loi.»

En théorie, l'histoire aurait dû s'arrêter là. Mais le traitement médiatique de cette directive destinée à prévenir ce qui aurait pu arriver dans d'exceptionnelles conditions (un nombre infini de musulmanes québécoises portent le niqab) a réellement inquiété le DGE.

Sans le nommer, il a critiqué *Le Journal de Montréal*, qui titrait hier «Voter masqué, c'est légal», et qui présentait en dérisoire la photo de la mascotte Youppi, puis celle d'un homme la tête recouverte d'un sac de papier brun, ou d'une femme au visage complètement recouvert de pansements, sauf pour un œil. «L'article laissait entendre que tout le monde pouvait aller voter le visage caché, a mentionné M<sup>e</sup> Blanchet. Là-dessus, j'ai réagi en disant: qu'est-ce qu'on essaie de dire? Est-ce qu'on invite la population à faire des élections une mascarade?»

Hier, le bureau du DGE dit avoir reçu une «multitude de courriels qui pouvaient laisser croire qu'on aurait des problèmes». Deux gardes du corps accompagnant d'ailleurs Marcel Blanchet lors de la conférence de presse. M<sup>e</sup>

Blanchet a parlé de menaces de troubler la «quiétude du processus», de gens qui prévenaient qu'ils «inciteraient leur entourage à arriver avec toutes sortes de déguisements farfelus».

Voyant mal les «officiers électoraux avoir à faire face à des situations loufoques comme celle-là», le DGE a donc préféré aller au-devant des problèmes et s'assurer que la loi ne laissait aucune place à des interprétations particulières. Objectif: s'assurer de la «sérénité» traditionnelle du processus.

«Nous n'aurons pas de deuxième chance de réussir les élections de lundi», a mentionné M. Blanchet, selon qui il serait «extrêmement dommage que des incidents viennent troubler le vote ou que l'inquiétude habite certains électeurs au point de les inciter à ne pas voter.»

### Les chefs satisfaits

André Boisclair a rapidement salué cette volte-face du DGE. «Notre voix a été entendue» s'est félicité M. Boisclair en point de presse devant des militants à Trois-Rivières. Un peu plus tôt dans la journée, le leader du Parti québécois (PQ) avait fait parvenir une lettre à M<sup>e</sup> Blanchet dans laquelle il lui demandait de s'assurer «qu'il soit possible d'identifier le visage des électeurs» au moment où ils exercent leur droit de vote.

«Pourquoi on exigerait de prendre une photo des gens où on

leur voit tout le visage pour avoir un passeport [...] et lorsque vient le temps de voter, on n'exigerait pas la même chose? Voyons donc, c'est dépasser les bornes!», s'est exclamé le leader péquiste.

Dans la missive envoyée au DGE, M. Boisclair exprimait notamment son inquiétude de voir des individus aux intentions douteuses se présenter masqués à des bureaux de vote. Afin d'éviter qu'une controverse du même genre ne se reproduise dans l'avenir, M. Boisclair a évoqué la possibilité d'amender la Loi électorale si son parti est porté au pouvoir. «La question de l'identité avant d'aller voter, c'est fondamental, et nous ne serons pas négociables sur cette question. S'il faut modifier la loi sur le Directeur général des élections, nous allons la modifier», a-t-il dit.

Mario Dumont s'est aussi réjoui de voir que le DGE avait changé son fusil d'épaule. Selon le chef de l'Action démocratique (ADQ), il s'agit là d'une «décision logique et la simple application des lois du Québec». Jeudi, le chef adé- quiste disait ne pas vouloir se prononcer sur cette question, faisant valoir alors que les partis politiques n'avaient pas à commenter ce genre de décisions.

Le DGE avait prévenu les trois chefs avant de prendre sa décision.

*Le Devoir*  
Avec la Presse canadienne

## L'ADQ est l'antichambre de la souveraineté, dit Charest

RÉMI NADEAU

Thetford Mines — À quelques jours du scrutin, le chef libéral, Jean Charest, a comparé l'Action démocratique du Québec (ADQ) à une salle d'attente pour souverainistes, dans une attaque qui visait autant Mario Dumont que l'option du Parti québécois.

Lors d'un point de presse hier, M. Charest a d'abord lancé qu'il connaissait des souverainistes qui ne veulent pas de référendum.

Appelé à détailler ses propos, il a soutenu que bien des souverainistes «sont maintenant ailleurs». «Ils savent qu'un référendum va nous diviser et que ce n'est pas ce dont le Québec a besoin à ce moment-ci, alors qu'on a fait des gains très importants dans la fédération ces quatre dernières années», a-t-il expliqué.

Lorsqu'un journaliste lui a fait remarquer que certains souverainistes déçus se sont tournés vers l'Action démocratique, et non vers le Parti libéral du Québec (PLQ), M. Charest a avancé que cela témoignait de la confusion entourant la position constitutionnelle du chef Mario Dumont.

Le dramaturge Victor-Lévy Beaulieu, souverainiste de longue date, a confié récemment qu'il avait l'intention de voter pour l'ADQ.

«C'est vrai qu'il y a des gens qui voient l'ADQ comme un véhicule pour faire avancer la souveraineté», a dit le chef libéral. Il a accusé Mario Dumont de ne pas savoir lui-même quelle est sa position, le dépeignant comme quelqu'un qui ne fait que suivre les courants.

«Je n'ai pas la prétention de parler pour les souverainistes, mais l'ADQ, il y en a qui voient ça com-

me l'antichambre de la souveraineté, et ça en dit long sur l'ADQ et la confusion» de ses positions, a commenté M. Charest. «Si Victor-Lévy Beaulieu dit que voter ADQ c'est voter la-dedans», a-t-il ajouté.

Interrogé sur la question de savoir s'il tentait de courtiser les souverainistes à quelques jours du vote, il a soutenu qu'il tendait la main à tous les Québécois.

Le chef libéral a par contre prévenu qu'un nouveau référendum ferait reculer le Québec, selon lui. «On ne veut pas revenir aux chicanes et on veut pas revenir non plus à la chaise vide que propose l'ADQ», a-t-il soutenu, critiquant les positions de ses deux principaux adversaires.

Puis, il a suggéré que seul le PLQ propose un gouvernement «qui va être sur les bonnes priorités» et qui va «continuer à défendre les intérêts du Québec».

Fidèle à ses habitudes, M. Charest a refusé de répondre aux questions sur les sondages. «Je ne commente pas les sondages, sauf peut-être mardi matin, suite à l'élection d'un gouvernement majoritaire, ce sera l'occasion de s'en reparler, on se fera plaisir», a dit M. Charest en riant, prenant soin de ne pas se montrer ébranlé par les résultats des récents coups de sonde qui indiquent que la lutte serrée pourrait se solder par l'élection d'un gouvernement minoritaire.

Toujours d'un ton badin, questionné par un journaliste anglophone, il a indiqué que cela ne le dérangeait pas que certains observateurs le perçoivent maintenant comme le négligé.

Presse canadienne

**F. Roy WILLIS**

**CIVILISATION OCCIDENTALE**  
(Deux tomes) 4<sup>e</sup> édition

Parfait pour les études collégiales

Tome I (496 p.) — 44,05 \$  
ISBN 978-2-7601-2563-6

Tome II (504 p.) — 44,05 \$  
ISBN 978-2-7601-2570-4

GUÉRIN, éditeur liée  
514-842-3481

En vente dans toutes les librairies  
Les prix sont indiqués sous réserve de modifications.

Tout un monde!

Allemagne | Autriche | Belgique | Caraïbes | Espagne | France | Grande-Bretagne | Grèce | Italie | Mexique | Pays-Bas

**VACANCES transat**  
Voyager vrai.

Europe Réservez avant le 31 mars et épargnez jusqu'à **400\$** par couple avec Club Voyages

<p><b>Forfaits Plus</b>   Vol, hébergement, petits-déjeuners et transferts</p> <p><b>PARIS</b> Hôtel Mercure Paris Bercy ★★★+ Départs du 8 au 30 avril 7 nuits à partir de <b>999\$</b></p> <p><b>MADRID</b> Petit Palace Plaza del Carmen ★★★+ Départs 14, 21 et 28 mai 3 nuits <b>1179\$</b></p> <p><b>NICE</b> Hôtel Mercure Grimaldi ★★★+ Départs 31 mai et 7 juin 7 nuits <b>1499\$</b></p> <p><b>VIENNE</b> Delta Hotel ★★★+ Départs 24 et 31 mai 7 nuits <b>1179\$</b></p> <p><b>LONDRES</b> Avni@Courtfield ★★★ Départs 3 et 10 mai 7 nuits <b>1299\$</b></p> <p><b>ROME</b> Terminal ★★★ Départ le 15 mai 3 nuits <b>1599\$</b></p>	<p><b>Circuit et séjour</b> Vol, circuit, hébergement, plusieurs repas, visites, guide et transferts</p> <p><b>Grèce   Mer et légendes</b> Circuit classique en autocar de 4 jours, 3 jours à Mykonos, 3 jours à Santorin, 3 jours en Crète, 2 jours à Athènes</p> <p>15 jours/14 nuits 20 repas Départ le 4 mai <b>2899\$</b></p>
<p><b>Forfait Plus 2 Capitales</b> Vol, hébergement, petits-déjeuners et transferts</p> <p><b>Portugal   Porto et Lisbonne</b> Porto 3 nuits/Lisbonne 4 nuits Hotel Quality Inn Praca de Batalha ★★★ Hotel Miraparque ★★★</p> <p><b>EN PRIME!</b> Excursion Cityline Sightline Tour à Lisbonne. Départ le 26 juin 8 jours/7 nuits <b>1659\$</b></p>	<p><b>Circuits accompagnés</b> Vol, circuit, hébergement, plusieurs repas, visites, guide et transferts</p> <p><b>Espagne   Splendeurs andalouses</b> Tant à voir et à découvrir! Visitez les villes de Tolède, Grenade, Séville, Cordoue et plus.</p> <p>6 jours en Andalousie, 1 journée à Tolède, 1 journée à Madrid 8 jours/7 nuits   Départs 7 et 21 mai <b>2269\$</b></p>
<p><b>Forfait balnéaire</b> Vol, hébergement, petits-déjeuners et transferts</p> <p><b>Portugal   Lisbonne et Estoril</b> Lisbonne 7 nuits/Estoril 7 nuits Hotel Miraparque ★★★ Hotel Sana Estoril ★★★</p> <p>Départ le 3 juillet 15 jours/14 nuits <b>2079\$</b></p>	<p><b>Italie   Borromini</b> Visitez les villes de Rome, Florence, Venise et plus.</p> <p>5 jours dans les villes d'art, 3 jours à Rome 8 jours/7 nuits   Départs 3 et 17 mai <b>2569\$</b></p>

**clubvoyages** 1 866 777-0608  
www.clubvoyages.com

Offrez-vous la LIBERTÉ. Grâce à notre programme de financement, payez en 6 versements égaux. Détails en agence.\* et des milles de récompense AIR MILES™. Le seul réseau d'agences à offrir et échanger les milles de récompense AIR MILES™.

**ALAIN GIROUX**  
HÔTEL REINE-ÉLIZABETH  
900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 861-8138

**François Gendron**  
avocat  
LL.L., M.A., Ph.D.

Montréal  
514.845.5545

LA FORCE DU DROIT

**GEIGER**

En rénovation  
**20%**  
sur la nouvelle collection

**ALAIN GIROUX**  
HÔTEL REINE-ÉLIZABETH  
900, René-Lévesque Ouest  
Montréal (514) 861-8138

Départs de Montréal. Tous les prix sont par personne en occupation double, incluant les taxes applicables. Les prix sont ceux en vigueur au moment de l'impression et sont valables pour les nouvelles réservations individuelles effectuées les 24 et 25 mars 2007. Frais de dossier du grosistaire inclus. L'économie maximale (150\$ par personne) est valable à l'achat d'un forfait en Espagne à partir courant pour un séjour de 7 nuits ou plus en occupation double. S'applique aux départs entre le 1<sup>er</sup> avril et le 31 octobre 2007. Un rabais additionnel de 50\$ par personne est offert par Club Voyages, mais n'est pas incluant dans les prix annoncés. \*Grosistaire: prix valables pour l'option 1. Croisière en cabine intérieure, catégorie de base. \*\*Forfait Plus 2 Capitales: les transferts ne sont pas inclus à Porto et à Lisbonne entre les terminaux d'arrivée et l'Hôtel. Pour les détails et conditions générales, veuillez vous référer aux brochures Grèce-Baléares 2007 et Europe 2007-2008 de Vacances Transat. Valeur effectuée sur les sites Air Transat, Vacances Transat et une division de Transat Tours Canada Inc. et est thésaurisée d'un permis du Québec (no. 025121). Nos bureaux sont situés au 300, rue Lévesque, bureau 200, Montréal (Québec) H2X 4K2. PROGRAMME DE FINANCEMENT: Réservez maintenant et payez 6 versements égaux. Certaines conditions s'appliquent, détaillées en agence. Air Miles: L'offre de base de 1 mille par tranche d'achat de 25\$ est admissible sur une seule sélection de produits consultable sur le site www.airmiles.ca. De plus, cette offre de base est applicable sur le prix total du produit excluant les taxes et frais de service. Les certificats d'achat Air Miles sont applicables sur une seule sélection de forfaits (consultez le www.airmiles.ca). Ceux-ci sont des tranches de 50\$ échangeables contre 375 milles de récompense Air Miles et ont une validité de 6 mois. Prix excluant le 3,50\$/1000\$ de services touristiques achetés représentant la contribution des clients au Fonds d'indemnisation des clients des agents de voyages.

# LE GOUVERNEMENT DU QUEBEC ACCENTUE L'INIQUITE CHEZ SES PROFS

900 professeurs membres du SPEQ

Contrairement à une longue tradition, l'administration publique actuelle, par le biais du Conseil du trésor, refuse de maintenir la parité salariale entre les enseignants des cégeps et les 900 membres du corps professoral du gouvernement qui enseignent dans plusieurs régions du Québec une formation de niveau collégial dans les disciplines suivantes :

**LE TOURISME**

**L'AGRICULTURE**

**LA CULTURE ET LES ARTS**

**L'INTÉGRATION EN FRANÇAIS DES IMMIGRANTS**

## NOUS RÉCLAMONS L'ÉQUITÉ.

Le SPEQ demande formellement au prochain gouvernement provincial le retour à la parité salariale qui a toujours existé entre ses 900 membres et les 18 000 professeurs de cégeps du Québec.  
C'est tout et c'est simple!

**speq**

Syndicat des professeurs de l'État du Québec

## QUÉBEC 2007

## Le phénomène ADQ

Le refuge de ceux qui ont tout essayé sans succès

JEAN DION

Un mouchoir de poche. Voilà l'expression qu'a utilisée l'Agence France-Presse pour décrire la situation dans laquelle se retrouvent les principaux partis politiques du Québec à 48 heures d'un scrutin général qui s'annonce comme le plus serré depuis la Confédération. Non pas qu'on n'ait pas, par le passé, assisté à des luttes épiques lors d'élections (ou de référendums, tiens). Mais on avait toujours affaire à deux gros et puissants joueurs qui ne laissaient que des miettes aux autres; un troisième acteur important est tout à fait inusité. En somme, il y a moins de place dans le mouchoir.

Aujourd'hui, si on se fie aux sondages d'opinion, l'Action démocratique de Mario Dumont — car c'est bien la sienne — s'apprête à effectuer une première véritable percée. Mardi matin, l'ADQ pourrait se retrouver avec la balance du pouvoir, elle pourrait aussi former l'opposition officielle à l'Assemblée nationale. Accéder au gouvernement? Il semble qu'on n'en soit pas encore là, mais personne ne prédisait le pouvoir au Parti québécois en 1976. Bien malin qui serait en mesure de lire dans les dixièmes de point de pourcentage et de les traduire en sièges quand la course est aussi enlevée.

Il reste que la poussée de l'ADQ était inattendue. Tous avaient en mémoire le scénario de la dernière fois, quand un ballon rempli d'intentions de vote exprimées quelques mois avant les élections de 2003 s'était puissamment dégonflé à mesure qu'approchait le grand soir. Cette fois, cela ne s'est pas produit, bien au contraire. Non seulement l'ADQ a consolidé ses positions, elle a progressé au fil de la campagne jusqu'à rejoindre péquistes et libéraux dans un coude à coude à coude au suspense insoutenable.

Un phénomène, l'Action démocratique? Sans doute, surtout si on



Mario Dumont et son ADQ sont sur le point d'effectuer une percée.

CHRISTINNE MUSCHI REUTERS

tient compte du relatif anonymat et de l'inexpérience de son équipe, de l'ambiguïté persistant autour de son programme et de son approche à la sempiternelle question nationale. Comment donc l'expliquer? Pourquoi un tel revirement? Pourquoi tant de gens semblent-ils prêts, en 2007, à tenir la ligne adéquate jusqu'au bout? Il est possible de cerner plusieurs facteurs, liés tant aux personnalités en présence qu'à la conjoncture.

Selon le politologue Réjean Pelletier, de l'Université Laval, la première raison de la montée de l'ADQ tient à une volonté — elle aussi sempiternelle, faut-il croire — de changement. «Du changement, mais cette fois, en dehors des partis traditionnels, note-t-il. Pour le comprendre, il faut remonter à 2003. À ce scrutin, ne l'oublions pas, l'ADQ avait récolté 18 % des voix, ce qui n'est pas rien. Dans les mois qui avaient précédé les élections, elle était devenue le premier parti dans les sondages. Mais à l'approche de la campagne électorale, il est apparu à plusieurs que les libéraux de Jean Charest formaient une solution de rechange acceptable au gouvernement péquiste, et le soutien à l'ADQ s'est largement effrité, ce qui n'est pas le cas en ce moment.»

Car, ne l'oublions pas non plus, le gouvernement Charest atteignait lui-même des sommets d'impopularité il n'y a pas si longtemps. Difficile de croire qu'il ait depuis récupéré tout son capital de sympathie. «La différence par rapport à la dernière fois, dit le professeur Pelletier, c'est que le PQ n'apparaît pas comme cette solution de rechange. Il y a le facteur André Boisclair, qui reste le moins populaire des chefs, et il y a l'élément souveraineté. Quoi qu'on dise, la majorité des citoyens ne veulent pas d'un autre référendum à brève échéance.» En ce sens, l'autonomisme, même si son contenu demeure loin d'être limpide, serait une arme intéressante.

«Ça fait toujours du bien de s'entendre dire, au Québec, qu'on est autonomiste. Ça va chercher les per-

sonnes, nombreuses, qui pensent que M. Charest est trop fédéraliste et M. Boisclair trop souverainiste...», poursuit Réjean Pelletier.

Ajoutons à cela un chef comme Mario Dumont, populiste, qui aime à se présenter comme étant près des gens, qui dénonce la lourdeur de la bureaucratie et promet quelques manœuvres à l'emporte-pièce, et on se retrouve avec 30 % des appuis annoncés. Surtout qu'il titille une fibre conservatrice — au sens idéologique et non partisan du terme — implantée de longue date dans plusieurs régions et dont, si on ne craignait le raccourci intellectuel, on pourrait évoquer la filiation avec l'Union nationale et le créditisme d'antan. «Ce conservatisme s'est déjà manifesté aux dernières élections fédérales», observe M. Pelletier, qui juge néanmoins que l'ADQ se campe aujourd'hui moins à droite qu'il ne l'a fait par le passé: plus un parti gagne en popularité, plus il a tendance à se rapprocher du centre (à moins que ce ne soit l'inverse: plus il se rapproche du centre, plus il étend ses assises; la poule, l'œuf et toutes ces choses).

Pour Alain-G. Gagnon, professeur de science politique à l'UQAM, l'ADQ est parvenue à devenir le havre temporaire où vont se réfugier «ceux qui ont l'impression d'avoir tout essayé, le souverainisme, le fédéralisme, sans succès. Ils sont insatisfaits du fédéralisme actuel, ils ne veulent pas de référendum et ils retournent 50 ans en arrière et reprennent la formule autonomiste.»

«Dans l'ensemble, Dumont exploite des formules un peu simplistes, des idées simplistes, rien de compliqué, des clichés. Mais il ne semble pas que, dans l'esprit de plusieurs, cela pose problème. Il ne semble pas y avoir de questions sur les conséquences à plus ou moins long terme, par exemple la valeur de son équipe ou la façon dont la fonction publique réagirait» s'il prenait le pouvoir, note M. Gagnon.

«Au fond, ceux qui votent ADQ le font comme s'ils voulaient d'un chien de garde.» Dans un contexte de gou-

vernement minoritaire, cela présenterait l'avantage «d'empêcher le PQ de tenir un référendum ou d'empêcher Jean Charest, auquel on reproche de n'avoir pas tenu ses promesses, de faire ce qu'il veut», ajoute le politologue.

D'autres experts consultés font ressortir la question, au dos large, des accommodements raisonnables à propos de laquelle Mario Dumont a été le premier, et le plus ferme, à intervenir. De même, la désaffection politique, qui illustre un degré élevé de colère dans certaines couches de la population et en pousse plusieurs vers un vote de protestation.

Le système électoral québécois n'est pas tendre envers les tiers partis. Le dernier (et seul) gouvernement minoritaire de l'histoire remonte à 1878, et encore était-il dû à la présence de députés indépendants. Tout au long du XX<sup>e</sup> siècle, l'avènement de formations autres que les deux principales du moment, que l'on songe à l'Action libérale nationale dans les années 1930, au Rassemblement pour l'indépendance nationale dans les années 1960, aux mouvances créditistes dans les décennies 1960 et 1970 ou au Parti Égalité dans les années 1980, n'a guère conduit qu'à leur maintien à la marge du jeu électoral. Dans certains cas, comme l'ALN et le RIN, le parti a finalement été avalé par un plus gros. En fait, le seul tiers parti qui se soit imposé à demeure fut le PQ, et son succès a entraîné à relativement court terme la disparition de l'Union nationale. Ce phénomène tient tant aux rigueurs du scrutin uninominal à un tour, qui désavantage lourdement les petites formations, qu'à l'absence de particularités régionales structurales comme on en retrouve sur la scène canadienne.

Qu'arrivera-t-il donc cette fois-ci? Aucun scénario n'est à écarter. Surtout pas celui de nouvelles élections dans un avenir rapproché...

Le Devoir

## GILLETTE LOFTS

1085 saint-alexandre



Parfait pour le style de vie urbain  
Une renaissance de loft authentiques

514 875-9708

www.gillettelofts.com



## Restauration de luminaires



antiques et contemporains



Nous restaurons tout... sauf les cœurs brisés!

4652, boul. Décarie, Montréal

514-484-8332

www.themrfixit.com

DEPUIS 1953

## Congrès de l'AQPF 2007

L'AQPF (Association québécoise des professeurs de français) est une association qui permet depuis 40 ans le regroupement de tous les intervenants désirant contribuer au progrès de l'enseignement du français au Québec, quel que soit leur ordre d'enseignement ou leur sphère d'activité. L'AQPF s'engage aussi à promouvoir la langue française, la culture québécoise francophone et la francophonie mondiale. C'est pourquoi elle a créé en 1998 un concours *En hommage à la poésie québécoise* pour les jeunes du secondaire et publié en 2006 un guide du passeur culturel, *La culture en classe de français*.

Les membres de l'AQPF reçoivent *Québec français*, une revue pour tous ceux et celles qui désirent s'informer sur la pédagogie du français et sur la littérature.

Le prochain congrès de l'AQPF se tiendra les 25 et 26 octobre 2007, à l'hôtel des Seigneurs de Saint-Hyacinthe sous le thème «L'enseignement du français, mythes et réalités». Tous ceux et celles qui sont intéressés à prendre part à la réussite de ce congrès à titre d'intervenants ou d'exposants sont invités à communiquer par courriel avec le comité organisateur de Montréal:

aqpfmontreal@videotron.ca (ou par téléphone au 514-990-6293)

Secrétariat général de l'AQPF: 1-800-267-0947

Courriel: aqpf@bellnet.ca

Site Internet: www.aqpf.qc.ca



Association québécoise des  
professeurs et des professeurs de français  
www.aqpf.qc.ca

Moi aussi,  
je parle  
français!

Anne-Marie CONNOLLY

Moi aussi,  
je parle  
français!Lorsque apprendre le français  
devient réellement un jeu d'enfant.

Cahier 1

128 pages • 14,25 \$

ISBN 978-2-7601-6928-9

GUÉRIN, éditeur ltée

514-842-3481

En vente dans toutes les librairies

Le prix est indiqué sous réserve de modifications.

LA TOURNÉE ALTERNATIVES

Pour une paix  
globale

CONFÉRENCE AVEC

Salam Ali (Irak), Mustafa Barghouti  
(Palestine), Phyllis Bennis (États-Unis),  
Afrasiab Khattak (Pakistan), Eileen Kuttub  
(Palestine) et Michel Warschawski (Israël)

27 mars 2007 à 19 h 00

Maison Théâtre - 245, Ontario Est

Information: 514.982.6606 # 2221  
www.alternatives.caAlternatives  
... pour un monde différentPHASE 4  
EN PRÉ-VENTE

habitat, cour + jardin

Une véritable opportunité

à 10 minutes du centre-ville

NOUVEAU MODÈLE  
maison de ville  
À PARTIR DE 234 500 \$profitez-en pour visiter  
nos condoplex.

À PARTIR DE 168 000 \$

www.havresaintlouis.ca

Au plaisir de vous rencontrer  
L M M J 15-20 h  
S D 13-17 h514.605.2032  
32<sup>e</sup> Avenue et rue Provost  
arrondissement de LachineHavre  
Saint  
Louis

## QUÉBEC 2007

# La chef canadienne des verts vient appuyer celui du Québec

FABIEN DEGLISE

Nouvelle incursion d'Ottawa dans la campagne électorale... sur la gauche. A trois jours du scrutin, la chef du Parti vert du Canada (PVC), Elizabeth May, est venue hier à Montréal pour inviter les Québécois à « appuyer massivement » les représentants du Parti vert du Québec (PVQ) lundi prochain. Une mobilisation nécessaire, selon elle, pour envoyer le « message clair au futur gouvernement provincial que l'environnement doit être une priorité », a-t-elle indiqué lors d'une conférence de presse tenue aux côtés de son homologue provincial, Scott McKay.

« Le printemps est maintenant arrivé pour nous dire que le vert est la couleur de la croissance, de l'espoir et d'un nouveau début, a dit Mme May. Le Québec, par son avant-gardisme et ses préoccupations environnementales et sociales, doit faire élire son premier député vert pour poursuivre la lutte que nous avons entamée. »

Tout en repoussant du revers de la main les accusations d'ingérence du PVC sur la scène électorale québécoise, Mme May a justifié son passage au Québec, au cœur d'une campagne, par le caractère mondialiste du mouvement vert. Un mouvement qui, « comme les gaz à effet de serre, ne connaît pas de frontières », a souligné un Scott McKay visiblement heureux de recevoir l'appui de Mme May. « Partout dans le monde, les verts travaillent pour le bien de la planète et le mieux-être de ses citoyens, a-t-il ajouté. C'est donc normal que nous affichions aujourd'hui notre unité. »

M. McKay a par ailleurs tenu à souligner que les partis verts du Canada et du Québec étaient autonomes mais qu'ils faisaient tous deux « partie d'une grande famille politique présente à travers le monde ». Il s'est dit également prêt à apporter publiquement son appui à Mme May dans les prochains mois, et ce, dans l'éventualité du déclenchement des élections fédérales.

Tout en saluant la croissance du PVQ dans les dernières semaines, Elizabeth May a précisé « avoir beaucoup d'espoir de voir de bons résultats [pour la formation politique écologiste] lundi soir prochain. Ça va être des élections avec beaucoup de surprises, je crois, et le PVQ va certainement alimenter ces surprises. »

Pour la première fois dans l'histoire du parti, 108 candidats se présentent en effet dans cette course électorale. C'est trois fois plus qu'en 2003. C'est aussi un record pour la formation, qui en 1989 avait réussi à présenter un maximum de 46 aspirants députés.

Avec ce portrait, « nous avons déjà gagné nos élections », a dit M. McKay. Les appuis accordés au PVQ ont progressé de manière fulgurante. C'est déjà beaucoup.

L'homme compte par ailleurs sur le « taux important d'indécis » pour voir son rêve se concrétiser le 26 mars prochain: faire que les 5 à 10 % d'intentions de vote accordées au PVQ, selon différents sondages, se transforment « en bulletin dans les urnes », répète-t-il depuis le début de cette campagne.



Elizabeth May, chef du Parti vert du Canada, a rendu visite à son homologue du Québec, Scott McKay, hier.

Le Devoir



Gil Courtemanche

## Une campagne de chefs

Lors d'une discussion sur le déroulement de la campagne électorale, une de mes sœurs, une désabusée du Parti québécois, me lance à brûle-pourpoint: « On dirait qu'il n'y a plus de parti; elle est où, Louise Harel? On ne l'a pas vue une seule fois. » Effectivement, on ne l'a ni vue ni entendue. J'aurais pu lui répondre qu'on n'avait pas vu beaucoup François Legault ou Diane Lemieux, pas plus qu'on a beaucoup entendu Raymond Bachand, un poids lourd du PLQ, ou Gilles Taillon, un des rares candidats « ministrables » de Mario Dumont. Car depuis un mois, on ne voit et on ne lit que les chefs, un peu comme si les communicateurs des trois principaux partis avaient choisi de faire une campagne américaine, une campagne présidentielle.

Chez nos voisins du Sud, après les luttes internes pour le leadership et les brassages d'idées des congrès, les partis et les programmes s'effacent derrière les chefs. Les communicateurs et les sondeurs déterminent quelques messages forts qui remplaceront le programme, ils concoctent une image rassembleuse destinée à attirer le centre flottant de l'électorat et ils rédigent deux ou trois discours qui seront martelés sans cesse durant toute la campagne électorale. Puis le chef prend le relais; de sa performance, de l'image qu'il projette, de la sympathie qu'ils suscite dépend entièrement l'issue finale. Cela se comprend dans un régime présidentiel, un peu moins dans un régime parlementaire comme le nôtre.

Les publicités télévisées du PQ et du PLQ illustrent bien ce choix des professionnels de la communication. C'est le chef qui prend toute la place, comme la star d'une troupe de figurants satisfaits se contentent de poser derrière ou aux côtés de leur tout-puissant patron.

Le Parti libéral traînait un lourd boulet: un haut taux d'insatisfaction à l'égard du bilan du gouvernement, mais, en même temps, le premier ministre Charest était vu par la population comme le meilleur chef, celui qui incarnait le mieux ce qu'on attend d'un premier ministre. Seule la personnalité de Jean Charest, ses qualités perçues de chef de gouvernement pouvaient faire oublier l'insatisfaction, d'autant plus que, dans ce domaine, les deux autres chefs traînaient la patte. Si on doit se fier aux derniers sondages, le leadership de M. Charest n'a pas réussi à neutraliser la profonde désaffection à l'égard de son gouvernement. Même dans le comté de Sherbrooke, le comté du premier ministre, le pourcentage de mécontents est de 57 %, selon le sondage publié hier dans *La Presse*.

Le pari des péquistes de jouer leur va-tout sur André Boisclair était plus risqué. Ils savaient fort bien que, dans plusieurs couches de la population, ses erreurs de jugement et son orientation sexuelle seraient des facteurs négatifs. Ils étaient prêts à parier cependant que sa jeunesse, son message de modernisation du PQ, l'attrait qu'il paraissait susciter chez les jeunes électeurs l'emporteraient sur son image un peu étriquée, son discours souvent biscornu et la froideur de sa personnalité. Jusqu'au débat, les résultats de cette stratégie furent désastreux. Non seulement la campagne de M. Boisclair ne levait pas mais, pis, même une partie de l'électorat traditionnel du PQ semblait l'abandonner et relooker du côté de l'ADQ. Depuis le débat, l'hémorragie a été jugulée et le chef du PQ projette une image plus chaleureuse, tient un discours plus simple. Les communicateurs sont passés par là. Cette légère remontée ne doit pas cependant faire illusion. Dans les intentions de vote déjà exprimées, le PQ réussit à faire le plein de ses troupes fidèles, il a rallié les purs et durs et, avec un peu plus de 30 % des intentions de vote, il revient presque à son score de 1973. Pis, le PQ ne semble plus être une solution de rechange et un canal de protestation contre un gouvernement mal-aimé. Les mécontents, les désillusionnés, les amateurs de changement quittent le Parti libéral pour aller à l'ADQ. Et si jamais le PQ forme un gouvernement minoritaire, ce qui semble maintenant possible, André Boisclair devra en remercier Mario Dumont.

Les stratèges de l'ADQ, eux, n'avaient pas le choix. Ils ne possédaient que deux outils: le mécontentement à l'égard du Parti libéral et Mario Dumont. Pas de parti, car ce parti n'a probablement pas plus de vrais membres que Québec solidaire, pas de programme, car l'ADQ en rédige un chaque année au gré des évolutions du chef, et pas d'équipe capable de former un gouvernement. L'ADQ, comme ses adversaires le lui reprochent, est véritablement une « coquille vide ». Pourtant, cette coquille vide et ce chef qui change de cap au gré du vent deviennent peu à peu pour des centaines de milliers d'électeurs mécontents une option crédible. C'est dire la faiblesse d'attraction du Parti québécois incarné par André Boisclair.

Je ne me prive pas quand il s'agit de critiquer la pratique journalistique, mais à tout seigneur tout honneur. La majeure partie des grands médias québécois n'a pas attendu que le gouvernement modifie le mode de scrutin pour donner une juste place dans le paysage politique à l'ensemble des partis politiques. Québec solidaire et le Parti vert représentent des courants de pensée, peut-être minoritaires mais souhaitables et légitimes. En leur accordant une place raisonnable dans leurs pages ou leurs émissions, les médias ont fait preuve d'un souci démocratique qu'il faut souligner.

Le Devoir

Collaborateur du Devoir

### Les 700 millions de Harper

## Au tour de la FSSS de dénoncer les choix de Charest

LOUISE-MAUDE RIOUX SOUCY

Après les urgentologues montréalais, voici que c'est au tour de la Fédération de la santé et des services sociaux de la CSN (FSSS-CSN) de remettre en question les choix du gouvernement Charest en matière de santé et de services sociaux. Piquée au vif de voir les 700 millions dégagés par la correction du déséquilibre fiscal échapper au réseau de la santé, la fédération a carrément qualifié le gouvernement Charest d'« irresponsable » hier.

« Nous jugeons que la décision du Parti libéral de consacrer les centaines de millions venus d'Ottawa à des allègements fiscaux est un geste électorale irresponsable. Alors que l'étranglement financier du réseau prive la population des services auxquels elle a droit, cet argent aurait dû être destiné aux hôpitaux, aux soins à domicile, à l'hébergement des personnes en perte d'autonomie, aux services à la jeunesse, aux services de réadaptation et à la santé mentale », a fait valoir Francine Lévesque, par voie de communiqué.

La décision du premier ministre Charest — qui a soulevé l'ire des autres provinces mais aussi celle de plusieurs Québécois — s'ajoute à une série de mesures qui ont passablement irrité le milieu de la santé au cours des quatre dernières années. « Le gouvernement Charest et le ministre Philippe Couillard en tête ont traité le personnel de la santé et des services sociaux en ennemis. Nous ne pouvons oublier la série noire des lois adoptées sous le bâillon qui ont visé directement le personnel de la santé et des services sociaux », a rappelé Mme Lévesque.

Trainant comme un boulet le sous-financement des soins de santé, la fédération s'est dite « très préoccupée » par les pénuries de main-d'œuvre qui affectent tant l'accessibilité que la continuité et la qualité des services. « Le système de santé et de services sociaux a été la cible première des coupes budgétaires imposées par la politique du déficit zéro. Nous ne nous en sommes jamais relevés et le Québec traîne encore au dernier rang des provinces pour les dépenses de santé par habitant. Le Parti libéral, pas plus que le PQ ou l'ADQ, ne nous propose d'efforts particuliers pour donner de l'oxygène à nos services de santé et à nos services sociaux et pour nous sortir de notre position de dernier de classe », a dit Francine Lévesque.

Le Devoir

## Si l'adoption fait partie de votre vie...

visitez [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption)

Si vous êtes concerné par une adoption enregistrée en Ontario, vous devez savoir que l'accès aux renseignements identificateurs pour les personnes adoptées et pour les parents de sang est en cours de modification.

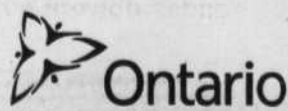
Les modifications apportées à la loi portant sur la divulgation de renseignements sur les adoptions en Ontario permettront à la plupart des adultes adoptés et des parents de sang de recevoir des renseignements identificateurs provenant de l'enregistrement initial de naissance et de l'ordonnance d'adoption.

Ces modifications comprennent également la possibilité d'enregistrer un avis de « non-communication » dans votre dossier ou encore de faire une demande afin d'interdire la divulgation de renseignements identificateurs en cas de crainte concernant la sécurité personnelle.

Vous devez aussi savoir qu'il est possible que des renseignements non identificateurs aient été divulgués dans le passé aux personnes adoptées ou encore aux membres de la famille des parents de sang.

Pour en savoir davantage sur ces modifications et sur la façon dont elles pourraient toucher votre vie ou encore celle de l'un de vos proches, veuillez visiter [www.ontario.ca/infoadoption](http://www.ontario.ca/infoadoption).

Publicité payée par le gouvernement de l'Ontario



## Dumont parle de la TVQ au maire Tremblay

La Ville de Montréal pourrait éventuellement garder pour elle une partie de la taxe de vente, pour regarnir ses coffres, si l'Action démocratique (ADQ) prend le pouvoir le 26 mars, mais elle ne doit s'attendre à aucun traitement de faveur dû à son statut de métropole du Québec.

Le chef du parti, Mario Dumont, a en tout cas promis hier de revoir complètement le cadre financier législatif, qui régit toutes les municipa-

lités, et « au premier chapitre Montréal », et de reconnaître le déséquilibre fiscal qui existe entre Québec et les municipalités.

Devant quelque 400 membres de la Chambre de commerce du Montréal métropolitain, M. Dumont a prononcé une allocution au cours de laquelle il s'est surtout engagé à dégager de nouvelles sources de revenus pour Montréal, parmi lesquelles pourrait faire partie la portion de la taxe de vente, a-t-il laissé

entendre, au grand plaisir du maire de Montréal, Gerald Tremblay, présent dans l'assistance.

En donnant des exemples de « nouveaux outils » à offrir aux villes, il a cité plusieurs grandes villes américaines où « une petite tranche de la taxe de vente est laissée aux grandes métropoles ». Il n'est toutefois pas allé jusqu'à s'engager clairement à aller dans ce sens.

Presse canadienne

## QUÉBEC 2007

# Un référendum serait impossible si le PQ était minoritaire

Jacques Parizeau prête main-forte à son épouse

PIERRE ST-ARNAUD

Jacques Parizeau reconnaît ne pas voir comment un gouvernement péquiste minoritaire pourrait tenir un référendum sur la souveraineté.

De passage hier au cégep Ahuntsic, dans le nord de Montréal, où il était venu prêter main-forte à son épouse Lisette Lapointe, candidate péquiste dans Crémazie, M. Parizeau a dû reconnaître qu'il n'avait aucune idée de la façon dont un référendum pourrait avoir lieu dans un contexte de gouvernement minoritaire.

«Je vous avouerai franchement que je n'en sais rien», a dit M. Parizeau à une étudiante qui l'interrogeait à ce sujet. «Je ne sais pas où on va aboutir. Toute notre orientation à l'heure actuelle est faite en fonction d'un gouvernement majoritaire.»

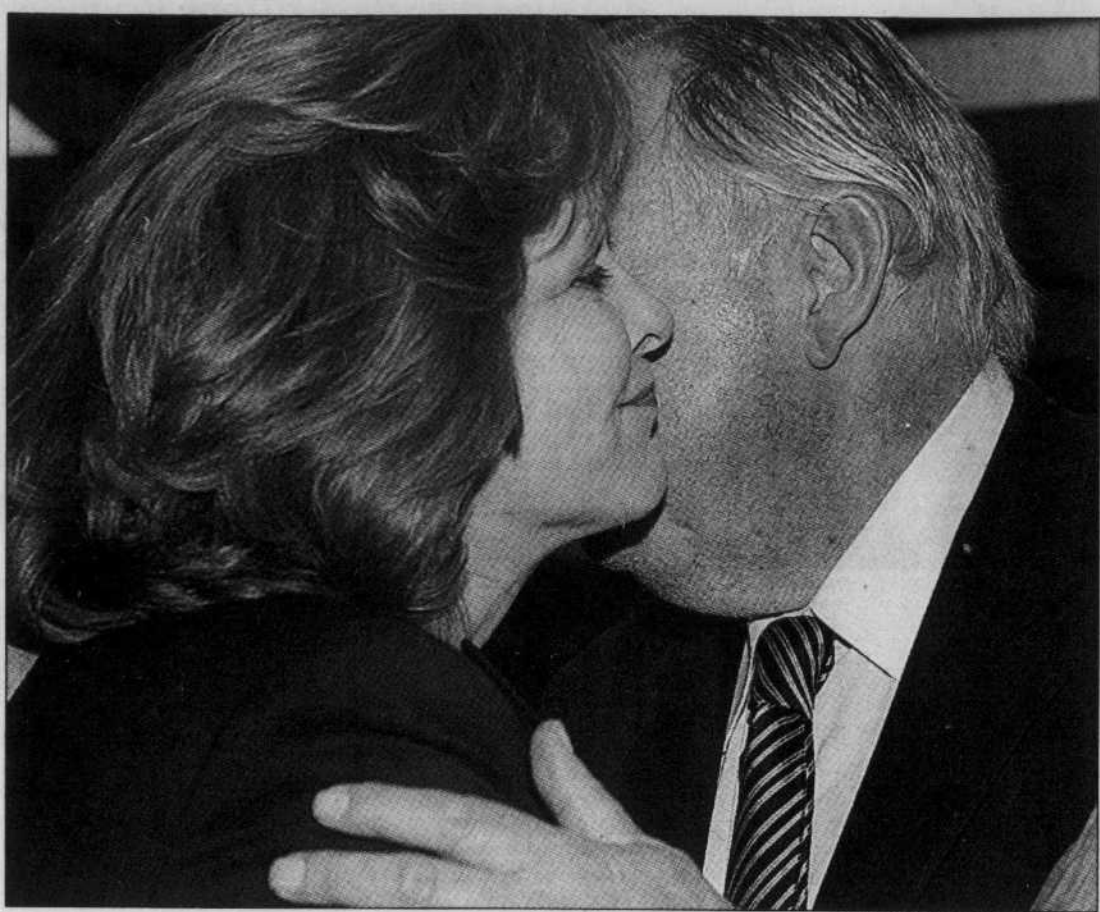
L'ancien premier ministre a toutefois pris soin d'ajouter qu'il s'agissait là d'une question hypothétique et qu'il s'attendait à une majorité péquiste au lendemain du 26 mars.

«Ça s'est tellement amélioré depuis dix jours [...]. Je suis tellement impressionné par la façon dont le virage se fait dans le sens du Parti québécois. Ça commencé avant le débat des chefs, mais c'est devenu très visible après le débat. Chaque jour, on monte.»

M. Parizeau a par ailleurs estimé que les réactions de protestation des trois principaux chefs à la suite de la menace du premier ministre fédéral Stephen Harper de ne négocier qu'avec un gouvernement fédéraliste illustrent bien que les Québécois sont «à se dessiner un pays».

«Indépendamment de nos conflits sur le plan électoral, on commence à avoir des réflexes communs comme Québécois. Personne ne va nous indiquer quel genre de gouvernement on doit avoir», a dit l'ancien premier ministre.

M. Parizeau s'est aussi longuement attardé sur la position autonomiste du chef de l'Action démocratique, Mario Dumont. Il a associé cette approche à celle de Mau-



L'ancien premier ministre était au cégep Ahuntsic, hier, dans la circonscription de Crémazie dans laquelle son épouse, Lisette Lapointe, est candidate.

rice Duplessis et rappelé que toutes les tentatives de réconcilier la volonté des Québécois de s'affirmer et la réalité canadienne se sont traduites par un échec.

Evoquant la boutade d'Yvon Deschamps à propos d'un Québec indépendant dans un Canada uni, il a lancé qu'il s'agissait d'une blague que, de toute évidence, certains n'avaient pas comprise.

M. Parizeau a fait miroiter l'idée selon laquelle la souveraineté pouvait aussi être payante, offrant en exemple une préoccupation très présente chez les jeunes, soit l'environnement. Il a fait valoir que le Québec, s'il était un pays, pourrait assez facilement répondre aux exigences du protocole de Kyoto

et même en profiter en exportant des «droits de pollution», ce qui lui est actuellement impossible puisqu'il devra payer sa part, en tant que membre de l'ensemble canadien, pour les émissions de gaz à effet de serre de l'Alberta.

Il a également indiqué que le Québec aurait eu le droit d'imposer des restrictions aux importations de vêtements chinois afin de protéger sa propre industrie mais que c'est le Canada qui a choisi de ne pas le faire afin de ne pas nuire aux exportations de pétrole albertain en Chine.

Pour sa part, Lisette Lapointe avait préalablement rappelé aux étudiants que le PQ est le seul

à s'être engagé à maintenir le gel des droits de scolarité et que le choix était donc évident pour eux.

Presse canadienne

## Le Québec a plus que jamais besoin de Québec solidaire

CLAIRANDRÉE CAUCHY

À l'aube d'un scrutin qui pourrait réserver une place de choix à Mario Dumont dans la gouverne de l'État, la porte-parole de Québec solidaire, Françoise David, croit que sa formation est plus nécessaire que jamais.

«On a besoin qu'un message soit envoyé au prochain gouvernement, quel qu'il soit, selon lequel il y a une bonne partie de la population qui partage des valeurs écologistes, de justice sociale, de partage de la richesse. C'est important pour la suite des choses», a déclaré Mme David hier.

Elle invite les Québécois à voter «selon leurs convictions» plutôt que «contre» un parti. «Si les gens sont dans un comité prenable pour Québec solidaire — ils savent bien lesquels —, je leur dis doublement de nous aider à entrer à l'Assemblée nationale», a poursuivi Mme David, faisant référence à sa circonscription de Gouin et à celle de Mercier, où se présente son coporte-parole, Amir Khadir.

La soirée électorale pourrait réserver quelques surprises, selon Mme David, qui invite à surveiller les résultats non seulement de Gouin et Mercier mais aussi de Taschereau, Saint-Henri-Sainte-Anne, Sainte-Marie-Saint-Jacques, Rosemont, Rouyn-Noranda, Rimouski, Arthabaska et Orford. «On pourrait avoir quelques scores honorables, au-delà de 4 ou 5 %, dans plusieurs circonscriptions.»

Si elle vilipende l'Action démocratique — qu'elle qualifie de «droite articulée» qui ramène le Québec



JACQUES GRENIER LE DEVOIR  
Françoise David

aux «années duplessistes», Mme David semble cependant à l'aise avec le retour du multipartisme. «C'est un pluralisme où il y a davantage de diversité d'opinions. D'un point de vue démocratique, je trouve cela plutôt santé», a fait valoir Mme David, qui n'a pas une seule fois fait référence à la position souverainiste de son parti lorsqu'elle définissait ses idées maîtresses.

Mme David assistait hier à une opération de distribution de tracts sur la Plaza Saint-Hubert, à Montréal, pour faire valoir sa proposition de hausser le salaire minimum à 10 \$ l'heure. QS a souligné que le gouvernement ontarien s'appête à hausser progressivement son salaire minimum à 10 \$ l'heure. «Le premier ministre ontarien n'est pas exactement un homme de gauche. De plus en plus, on voit des gens dont on n'aurait pas pensé qu'ils y seraient favorables nous donner raison», a commenté Mme David.

Le Devoir

### CONCOURS EN ART PUBLIC

À TOUS LES ARTISTES EN ARTS VISUELS DES RÉGIONS DE LA CAPITALE NATIONALE ET DE CHAUDIÈRE-APPALACHES

APPEL DE PROPOSITIONS — ARRONDISSEMENT DE LA HAUTE SAINT-CHARLES

La Ville de Québec invite les artistes professionnels à participer à un concours en art public pour la réalisation d'une œuvre contemporaine dans le cadre des nouveaux aménagements de la rue Racine, dans l'arrondissement de La Haute-Saint-Charles.

Pour connaître les modalités du concours, les artistes intéressés sont invités à consulter la section Sujets de l'heure du site Internet de la Ville de Québec [www.ville.quebec.qc.ca](http://www.ville.quebec.qc.ca)

Les propositions doivent être acheminées avant 16h, le 26 avril 2007 au :

Service de la culture  
Concours d'art public — Arrondissement de La Haute-Saint-Charles  
43, rue de Buade, 3<sup>e</sup> étage  
Québec (Québec) G1R 4A2



### Liberté et sécurité

## Le jugement de la Cour suprême du Canada sur les certificats de sécurité

À la suite de la décision de la Cour suprême du Canada portant sur l'inconstitutionnalité de dispositions de la Loi sur l'immigration concernant les certificats de sécurité, Me Johanne Doyon et Me Dominique Larochelle ainsi que la professeure Lucie Lemonde du Département des sciences juridiques de l'UQAM commenteront le jugement.

→ Le mercredi 28 mars 2007, de 18 h à 20 h

Université du Québec à Montréal  
Foyer de la salle Marie-Gérin-Lajoie (J-M400)  
405, rue Sainte-Catherine Est (coin Saint-Denis)  
@ Berni-UQAM

Toutes deux diplômées de l'UQAM en droit, Mes Doyon et Larochelle ont représenté M. Adil Charkaoui, Me Doyon ayant plaidé l'inconstitutionnalité des certificats de sécurité devant la Cour suprême du Canada.

La présentation aura lieu en présence de M. Charkaoui.

Un cocktail sera servi.

Grand public : 20 \$  
Étudiants de l'UQAM : 10 \$ sur présentation de la carte étudiante

Places limitées

RSVP avant le 26 mars, 17 h  
514 987-6173

[fspd@uqam.ca](mailto:fspd@uqam.ca)

Cette soirée est organisée par le Département des sciences juridiques de la Faculté de science politique et de droit de l'UQAM, le Conseil des diplômés de la Faculté et l'Association des étudiants en droit de l'UQAM.

UQAM  
Prenez position

Transport Canada

### APPEL DE DEMANDES

## POUR FAIRE PARTIE DU COMITÉ CONSULTATIF DU MINISTRE SUR LE TRANSPORT ACCESSIBLE

Le Comité consultatif sur le transport accessible (CCTA) conseille le ministre fédéral des Transports, de l'Infrastructure et des Collectivités. Ses membres regroupent des personnes âgées, des personnes handicapées et des représentants de l'industrie du transport des passagers de compétence fédérale. Neuf postes au maximum peuvent être comblés par des membres du public à titre bénévole pour un mandat de trois ans.

Quel est le rôle du CCTA?

Ce comité :

- détermine les obstacles et les questions émergentes qui ont une incidence sur l'accessibilité des personnes âgées et des personnes handicapées au réseau national de transport;
- fournit des conseils sur les questions et initiatives de transport accessible à la demande du Ministre.

Qui peut présenter une demande?

Les personnes handicapées qui ont 18 ans ou plus et les personnes âgées de 65 ans ou plus sont invitées à présenter une demande. Les personnes qui possèdent des connaissances spécialisées des questions touchant les personnes handicapées peuvent aussi présenter leur candidature.

Comment puis-je obtenir plus de renseignements ou présenter une demande pour faire partie du Comité?

Pour plus de détails sur les responsabilités des membres, les réunions du Comité et la présentation de demandes, consultez le site Web de Transports Canada au [www.tc.gc.ca](http://www.tc.gc.ca) ou composez sans frais le 1-800-865-6478. Tous les renseignements sont disponibles en formats substitués. Un service ATS est aussi disponible au 1-800-823-3823.

Les demandes doivent être reçues au plus tard le 13 avril 2007.

Canada



Le film à voir...

[www.delacroix.ca](http://www.delacroix.ca)

## ACTUALITÉ

La perception des Canadiens du budget Flaherty

## Un budget fait sur mesure pour le Québec

Un sondage donne huit points d'avance aux conservateurs

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Une majorité de Canadiens estime que le budget fédéral déposé lundi à Ottawa avantagé le Québec, loin devant l'Ontario et l'Alberta. Le coup de sonde Strategic Counsel-The Globe and Mail rendu public hier ne laisse aucun doute possible, puisque 55 % des 1000 répondants jugent que le budget Flaherty favorise le Québec, contre 11 % l'Ontario et 4 % l'Alberta.

Sans surprise, c'est au Québec que les citoyens ont le plus apprécié l'exercice, puisque 56 % des gens sont d'avis qu'il s'agit d'un bon budget. La moyenne nationale montre plutôt que 39 % des citoyens ont une impression positive du budget, contre 21 % qui le désapprouvent. Ils sont toutefois 38 % à ne pas avoir d'opinion. Le sondage, mené sur plusieurs jours, risque toutefois de ne pas rendre compte d'un mécontentement grandissant dans le reste du pays depuis que Jean Charest a promis des baisses d'impôt avec l'argent en provenance d'Ottawa pour régler le déséquilibre fiscal. La tempête a pris de l'ampleur seulement mercredi, avec la sortie de plusieurs chroniqueurs et éditorialistes influents qui estiment que Harper et Charest ont tenté d'acheter des votes avec le budget.

De manière générale, au pays, 39 % des gens sondés croient que le budget vise à aider la classe moyenne, contre 33 % qui estiment que les riches sortent gagnants de l'exercice.

## Le PC en avance

Dans les intentions de vote, les conservateurs sont toujours largement en tête. Le sondage, qui a une marge d'erreur de 3 % 19 fois sur 20, avance même la possibilité d'un gouvernement Harper majoritaire, alors que les intentions de vote se rapprochent de la zone magique des 40 % requis. Si un scrutin avait eu lieu hier, les Canadiens auraient voté à 39 % en faveur du Parti conservateur, contre 31 % pour le Parti libéral du Canada et 13 % pour le NPD. Les verts ferment la marche avec 9 %.

Malgré une marge d'erreur plus grande dans les provinces qui force à la prudence, on voit que le Bloc québécois est toujours en avance au Québec, avec 33 % des intentions de vote. Une baisse de 3 % depuis le dernier sondage de la firme, mais celle-ci se situe dans la marge d'erreur. Le PLC et le PC seraient à égalité avec 24 % chacun. Aucun chiffre n'est fourni pour le NPD ou le Parti vert.

Sur le champ de bataille crucial de l'Ontario, les chiffres montrent une lutte serrée entre les libéraux et les conservateurs, puisque les deux formations récol-



Jim Flaherty

ARCHIVES LE DEVOIR

tent 40 % des intentions de vote. Strategic Counsel remarque que les conservateurs sont en progression dans les villes de 250 000 à un million d'habitants, soit souvent les banlieues des métropoles où les troupes de Harper espèrent faire des gains aux prochaines élections.

Des chiffres qui n'ont rien pour faire taire les rumeurs d'élections printanières, alors que tous les partis d'opposition affirment que le gouvernement Harper cherchera à se faire tomber fin avril ou début mai. Le projet de loi C-30 sur la qualité de l'air et les projets de loi en matière de justice, deux domaines où l'opposition et le gouvernement ne sont pas sur la même longueur d'onde, pourraient être utilisés comme prétexte, dit-on de part et d'autre.

«Le premier ministre Harper se comporte comme un candidat en campagne électorale depuis un an, soutient le libéral David McGuinty. Quand un premier ministre canadien passe 42 jours à se promener au Canada et qu'il annonce pour sept milliards de dépenses avant le budget, c'est clair.» Selon lui, rien ne peut empêcher le gouvernement de déclencher des élections s'il en veut vraiment. «Peu importe ce qu'ils décident de faire, les conservateurs peuvent se faire tomber», dit David McGuinty, député d'Ottawa-Centre.

Les réactions du Bloc et du NPD à ce sondage ont été plutôt sobres hier. Le NPD a refusé de le commenter, alors que le Bloc québécois se dit prêt à un déclenchement d'élections si le gouvernement décide de capitaliser sur ces chiffres. «Les élections viendront quand elles viendront. Nous, nous serons prêts à les affronter. D'ailleurs, on est déjà prêts à les affronter et on fera une belle campagne», a soutenu Monique Guay.

Le Devoir

Cour suprême

## Via Rail devra rendre ses voitures accessibles aux personnes handicapées

La décision du tribunal coûtera des dizaines de millions de dollars à l'entreprise

KARINE FORTIN

Ottawa — Via Rail devra modifier certaines de ses voitures pour les rendre accessibles aux personnes handicapées, même si cela lui coûtera vraisemblablement des dizaines de millions de dollars.

Dans un jugement partagé, à cinq contre quatre, la Cour suprême du Canada a jugé raisonnables les changements proposés par l'Office des transports du Canada et auxquels le transporteur ferroviaire s'opposait devant les tribunaux sous prétexte qu'ils étaient trop coûteux.

Il s'agit entre autres d'élargir les couloirs, de réaménager les toilettes et les voitures de services trop exigus pour les personnes en fauteuil roulant et peu accessibles aux non-voyants.

Au lieu de déboursier pour les travaux, Via proposait de former son personnel pour assister les personnes handicapées à monter dans le train et à s'y déplacer.

Mais aux yeux de la majorité des juges, ces mesures sont largement insuffisantes. «L'accès indépendant au même confort, à la même dignité et à la même sécurité que les personnes n'ayant aucune déficience physique est un droit fondamental de la personne pour les utilisateurs d'un fauteuil roulant», a insisté la juge Abella, qui a rédigé la décision.

Les voitures dont il est question étaient destinées à un chemin de fer européen, qui a décidé de ne pas prendre livraison. Elles ont été achetées par Via à la fin de l'année 2000 pour moins de 30 millions. Toutes les voitures n'étaient pas prêtes et la société s'attendait à devoir investir une centaine de millions de dollars pour les compléter.

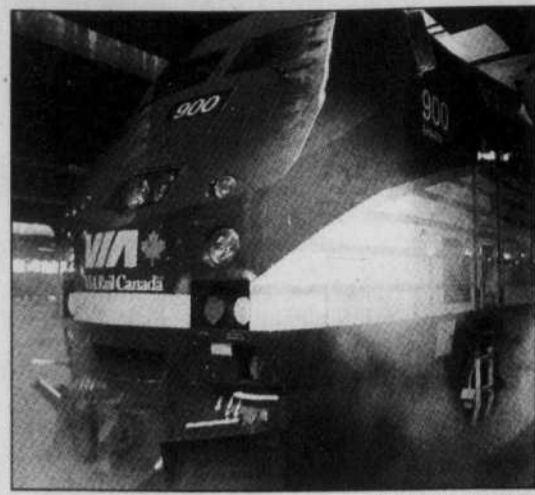
Même à 130 millions, il s'agissait d'une aubaine puisque, d'après Via, des voitures commandées sur mesure auraient coûté trois fois plus cher et n'auraient pu être livrées avant quatre ans.

Les voitures devaient desservir le corridor Windsor-Québec, le plus achalandé du Canada. Malgré les plaintes des personnes handicapées, elles sont utilisées depuis quelques années entre Montréal et Québec ainsi qu'entre Québec et Halifax.

Un porte-parole de Via Rail, Malcolm Andrews, a indiqué hier que la société avait déjà réaménagé certaines voitures pour faciliter les déplacements des personnes handicapées. Il n'était toutefois pas en mesure de dire si les changements étaient conformes à ce qu'exigeait l'Office de transports.

Via promet d'étudier le jugement mais avise d'ores et déjà que les travaux à faire n'auront aucune conséquence sur les tarifs des billets de train. Pendant le procès, Via avait estimé le coût des aménagements à au moins 48 millions.

Le ministre des Transports, Lawrence Cannon, a assuré que Via se plierait aux exigences de la Cour suprême, «peu importe l'impact financier». «Via va devoir exercer évidemment sa responsabilité», a-t-il in-



ARCHIVES REUTERS

sisté après la période des questions. À son avis, il s'agit d'une bonne décision, «responsable», «qui fait avancer les causes sociales».

## Victoire décisive

Il s'agit évidemment d'une victoire importante pour les personnes handicapées, qui étaient représentées devant le plus haut tribunal du pays par le Conseil des Canadiens avec déficiences.

La présidente du comité des transports de l'organisation, Pat Danforth, dit avoir eu envie de pleurer en apprenant la décision. «Ça été tellement long», a-t-elle souligné.

Mme Danforth ne s'attend pas à ce que les choses changent du jour au lendemain chez Via mais considère qu'un grand pas a été franchi.

De manière plus générale, les associations de personnes handicapées se réjouissent de savoir qu'il ne sera plus nécessaire d'attendre que les droits de quelqu'un soient brimés ou qu'il subisse des inconvénients avant de réclamer que les moyens de transports soient rendus accessibles.

La décision de la Cour suprême crée en effet un précédent pour tous les transports régis par le gouvernement fédéral, ce qui inclut aussi le transport aérien.

Les personnes handicapées estiment que le gouvernement fédéral aurait pu intervenir et forcer Via à modifier ses voitures achetées avec l'argent des contribuables plutôt que de laisser la chose traîner devant les tribunaux pendant sept ans.

Le député Steven Fletcher, qui est quadriplégique, a lui aussi salué le jugement qui lui permettra de voyager en train «d'un océan à l'autre» dans son fauteuil roulant motorisé.

Presse canadienne

## EN BREF

## Pâtées mortelles

Toronto — Le groupe canadien Menu Foods, dont des produits contaminés ont provoqué la mort et la maladie d'animaux domestiques en Amérique du Nord, remboursera leurs propriétaires, a annoncé hier le patron de l'entreprise, tout en affirmant ne pas s'être rendu coupable de négligence. Au cours d'une conférence de presse à Toronto, Paul K. Henderson, s'est déclaré «extrêmement peiné» par ce qui s'est passé et a exprimé ses sympathies aux propriétaires d'animaux touchés. Interrogé sur d'éventuelles compensations, il a indiqué que sa compagnie «assumerait ses responsabilités dans ce domaine» dans la mesure où elle pourra s'assurer «que les dépenses encourues sont liées à la nourriture» contaminée. Comme on lui demandait si son entreprise avait fait preuve de négligence, M. Henderson a répondu fermement «non». Le ministère de l'Agriculture de l'État de New York a annoncé qu'une toxine utilisée dans certains pays comme poison contre les rats, a été trouvée dans les produits de la compagnie qui ont provoqué la mort d'au moins une quinzaine d'animaux en Amérique du Nord. La chaîne américaine ABC a affirmé que le poison trouvé «était contenu dans du blé importé de Chine et utilisé dans les pâtées pour animaux». — AFP

# SOLDES

## JUSQU'À 60%

**Pour Elle**  
277, av. Laurier O.  
514-270-6154  
Centre de Commerce Mondial  
413, St-Jacques O.  
514-844-9125

doce  
**UOMO**

**Pour Lui**  
Centre de Commerce Mondial  
383, St-Jacques O.  
514-281-7999  
5107, av. du Parc (angle Laurier)  
514-277-7558

26 MARS 2007 - 9h30 à 20h

ÉLECTIONS GÉNÉRALES

JE M'EXPRIME, JE VOTE!

Pour savoir où aller voter, consultez la **carte de rappel** que vous avez reçue par la poste.

1 888 ÉLECTION (1 888 353-2846)

www.electionsquebec.qc.ca

LE DIRECTEUR GÉNÉRAL  
DES ÉLECTIONS DU QUÉBEC

Parce qu'un vote, ça compte



# ACTUALITÉS

## Québec a boudé un projet d'éoliennes de 4,5 milliards

*La multinationale Siemens a finalement installé sa base industrielle nord-américaine en Iowa*

LOUIS-GILLES  
FRANCŒUR

Le Québec a raté sa chance l'année dernière de voir un turbinier de calibre international s'implanter ici avec une usine consacrée au développement et à la production d'un nouveau modèle d'éoliennes nordiques. La multinationale allemande Siemens projetait en effet de construire cette usine au Saguenay-Lac-Saint-Jean, de même qu'un centre de recherche dans la région de Montréal, à proximité des grandes écoles d'ingénierie, dans le cadre d'un mégaprojet de 3000 MW dans le Grand Nord.

C'est ce qui ressort de la proposition soumise par Siemens le 20 avril 2005 au gouvernement, notamment au ministre des Ressources naturelles et de la Faune, Pierre Corbeil, document dont *Le Devoir* a obtenu copie. Le matin même, Siemens présentait brièvement son projet au p.-d.g. d'Hydro-Québec, Thierry Vandal. Les 3000 MW auraient été produits autour du bassin hydroélectrique de LG-4, à la Baie-James, ainsi que dans la région de Manicouagan, sur la Côte-Nord. Ce projet aurait généré un investissement privé de 4,5 milliards de dollars et aurait produit neuf TWh, ce qui en faisait donc une véritable solution de rechange au détournement de la rivière Rupert, dont Hydro-Québec escompte tirer 8,5 TWh.

Québec a finalement refusé d'aller de l'avant avec ce projet même si la multinationale offrait en retour de faire du Québec son centre de production éolienne pour l'ensemble du marché nord-américain, lequel devrait tripler de volume d'ici 2020.

Mathieu Saint-Amant, attaché de presse du ministre Corbeil, a déclaré au *Devoir* que le gouvernement et Hydro-Québec avaient préféré aller de l'avant avec un processus d'appel d'offres pour 2000 MW plutôt que de négocier l'exclusivité de la fourniture d'équipement en échange de l'implantation de cette multinationale au Québec. L'appel d'offres d'Hydro-Québec en éolien a été officiellement lancé le 29 juin suivant. Siemens n'y participera pas, selon nos sources. En août dernier, la multinationale annonçait la construction de sa base industrielle nord-américaine en éolien en Iowa, à proximité d'un des meilleurs gisements éoliens après ceux du Québec. Le 10 janvier dernier, Siemens Wind Power révélait que son carnet de commandes en Iowa atteignait déjà 1400 MW pour une valeur de 1,7 milliard \$US, ce qui se serait ajouté aux 400 à 500 machines prévues chaque année pour le projet nordique québécois.

Ce projet, qui misait sur la mise au point d'une éolienne capable de démarrer après des dizaines d'heures d'arrêt à des froids pouvant atteindre les -50 °C, aurait été totalement équipé de ce nouveau modèle «arctique». Siemens était prête à verser des royautés à Hydro-Québec pour la vente de ce modèle ailleurs dans le monde. Mais surtout, la multinationale offrait à Québec de diminuer le coût de revient de l'électricité éolienne à 6 ¢ le kilowattheure, ce qui est inférieur au coût de 6,5 ¢ le kWh obtenu lors du premier appel d'offres de 1000 MW éoliens, en 2002.

Pour Siemens, s'installer au Saguenay-Lac-Saint-Jean offrait deux avantages. D'abord, la proxi-

mité des plus grands gisements éoliens de l'Amérique du Nord lui aurait fourni une base d'affaires à long terme. Ensuite, le transport des machines géantes aurait pu se faire par navires ou par barges à partir du fjord du Saguenay vers d'autres pays ou via l'autoroute bleue qui relie le fleuve Saint-Laurent et les Grands Lacs au golfe du Mexique en passant par le Mississippi. L'usine intégrée sague-néenne, qui aurait produit sur place nacelles, tours et pales, serait donc devenue la vitrine technologique nord-américaine de Siemens et sa base en Amérique. La multinationale allemande prévoyait même de faire affaire avec d'autres entreprises québécoises de composantes d'éoliennes en raison des hauts niveaux de production envisagés, qu'elle situait entre 600 et 800 MW par année à sa nouvelle usine.

Ce projet, selon Siemens, aurait «confirmé la place du Québec comme leader nord-américain dans la production d'énergie verte», aurait généré des investissements de 4,5 milliards de dollars, aurait assuré pendant sept ans un minimum de 600 emplois directs en région ainsi que 2000 emplois permanents dans des secteurs connexes et aurait placé le Québec en tête de la production éolienne en Amérique du Nord.

Un premier parc, d'une puissance installée de 1200 MW, aurait été construit à la Manicouagan. Deux projets auraient suivi dans la région du réservoir LG-4 à la Baie-James, soit un premier de 1000 MW et un second de 800 MW. Les vents de ces deux régions atteignent les dix mètres à la seconde, ce qui aurait permis

d'escompter un taux d'utilisation minimal de 35 %, soit parmi les plus élevés au monde. En raison du couplage de l'éolien avec les réservoirs d'Hydro-Québec, gérés comme une seule et même réserve d'eau, la multinationale allemande estimait que le potentiel éolien du Québec pouvait être haussé à des niveaux très élevés.

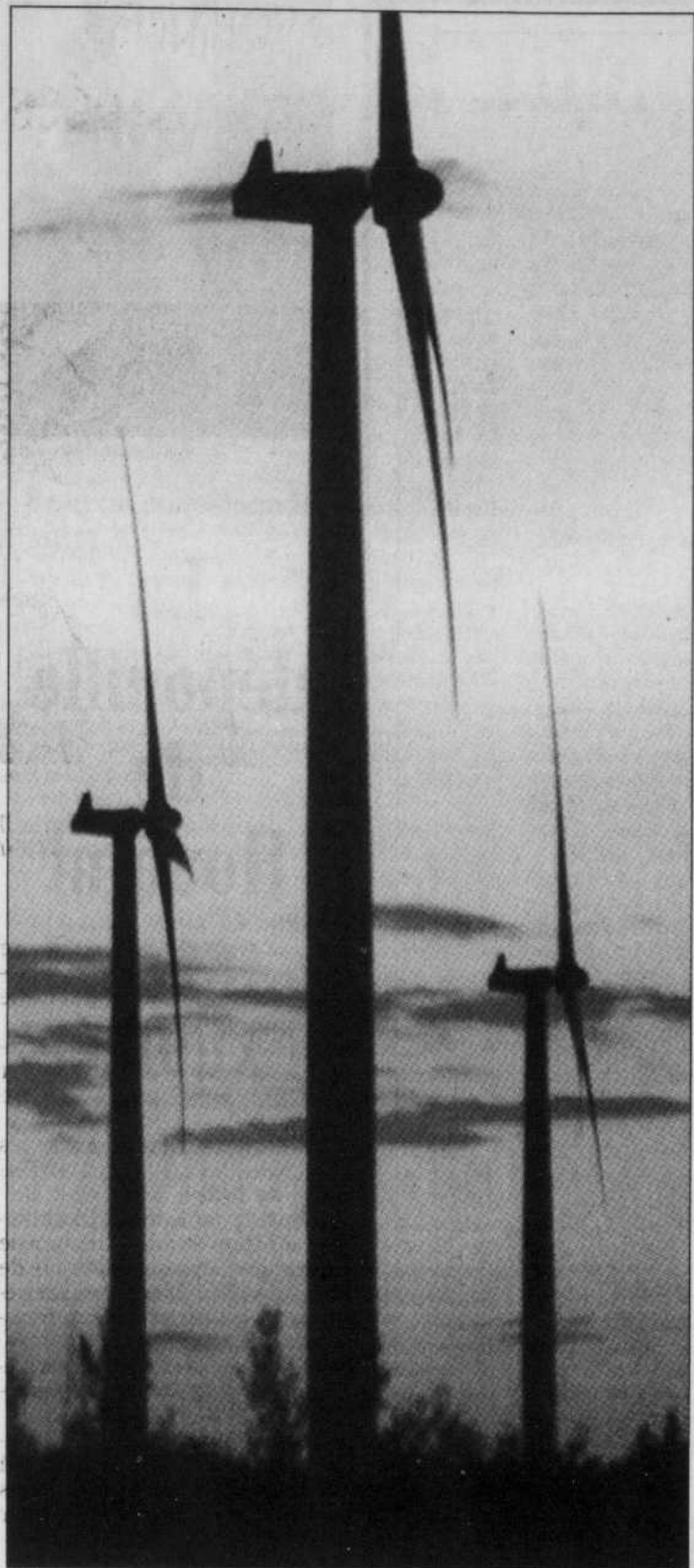
### Trois erreurs

Fernand Saulnier, un spécialiste en éolien d'Hydro-Québec aujourd'hui à la retraite, estime que Québec a fait trois erreurs dans ce dossier.

Première erreur: une proposition de 3000 MW avec un taux de production de 400 à 500 MW en usine lui apparaît comme un seuil aujourd'hui minimal pour inciter un turbinier d'envergure à installer une usine intégrée plutôt qu'une simple usine d'assemblage qu'on ferme à la fin des livraisons. Or non seulement Québec a réduit à 2000 MW son appel d'offres en cours, il le fractionne aussi par diverses règles — deuxième erreur —, de sorte qu'un seul turbinier ne peut pas ramasser la totalité des commandes et trouver motif à s'installer ici.

Dernière erreur, selon M. Saulnier, la «politique énergétique du Québec envoie aux grands turbiniers un très mauvais message parce qu'elle limite à 10 % la part de l'éolien. Cette limite sera atteinte avec l'appel d'offres en cours. La politique lance comme message qu'après 2011-12, on ferme le dossier même si on a plus de 100 000 MW de potentiel éolien au Québec. Il n'y a pas de vision à long terme.»

Le Devoir



ARCHIVES REUTERS

## Pour l'accessibilité à une éducation supérieure de qualité

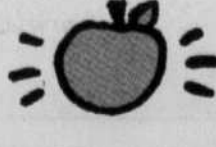
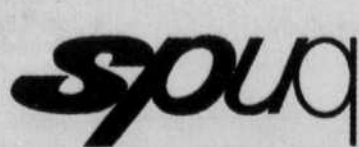
Les quatre syndicats (le SPUQ, le SCCUQ, le SEUQAM et le SETUE) de l'UQAM revendiquent d'urgence un réinvestissement public massif et récurrent en éducation. La situation financière actuelle des universités québécoises est intenable. La fragilisation des institutions universitaires faite par les gouvernements, tant fédéral que provincial, contraint les universités à revoir leur budget et à chercher des sources de financement additionnelles, dont l'augmentation des frais facturés aux étudiantes et aux étudiants.

Dans ce contexte de crise, l'UQAM est spécialement vulnérable, car les méthodes de calcul du financement gouvernemental la défavorisent systématiquement. L'écart avec les autres universités québécoises s'observe notamment sur le plan des effectifs et surtout, des moyens pour accomplir la tâche de travail (budgets de fonctionnement). Les difficultés financières de l'UQAM risquent par conséquent de produire des impacts majeurs qu'on ne peut que regretter dans l'immédiat et à long terme. Nous avons atteint un niveau au-delà duquel la qualité de l'éducation est menacée.

En remettant en question la survie du système public d'éducation post-secondaire, les gouvernements hypothèquent trente ans de gains sociaux pour l'accessibilité et la qualité de l'éducation. La présence de l'UQAM et du réseau UQ est l'un de ces acquis. Ils ont été créés dans l'objectif d'offrir une formation universitaire de qualité et accessible à tous ceux et celles qui désirent s'en prévaloir et ce, sans égard à leur condition socio-économique. Le manque de ressources ne devrait jamais être un facteur empêchant les Québécoises et les Québécois d'étudier.

Nous nous positionnons donc unanimement pour l'accessibilité à une éducation supérieure de qualité. Pour y parvenir, il faut un financement public accru et durable. L'éducation post-secondaire ne bénéficie pas seulement à l'individu qui obtient un diplôme, mais bien à l'ensemble de la société : une population scolarisée contribue au développement global de la collectivité. L'éducation est un bien public, un actif collectif! Cela doit rester.

Le Syndicat des professeurs et professeures de l'UQAM (SPUQ), le Syndicat des chargées et chargés de cours de l'UQAM (SCCUQ), le Syndicat des employées et employés de l'UQAM (SEUQAM) et le Syndicat des étudiant-e-s-employé-e-s de l'UQAM (SETUE)



LE  
SYNDICAT  
DES  
CHARGÉES  
ET  
CHARGÉS  
DE  
COURS  
DE  
L'UQAM

**SEUQAM**  
Le Syndicat des employées et employés de l'UQAM



## LES ACTUALITÉS

# Notre nouveau produit n'a pas de magie.

## Pourtant, il disparaîtra.

### Cascades a développé la mousse de polystyrène oxo-dégradable.



BIOXO<sup>MC</sup> est une innovation technologique importante pour l'emballage de produits alimentaires qui réduira considérablement l'espace occupé par les déchets de mousse de polystyrène dans les sites d'enfouissement. Alors que la mousse de polystyrène traditionnelle reste intacte durant plus de 300 ans, le BIOXO se dégradera en moins de trois ans. Une alternative de remplacement

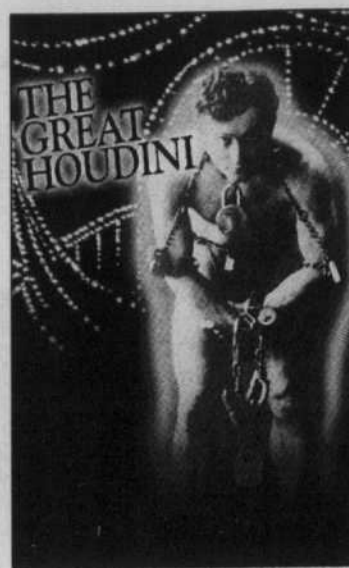
des produits d'emballage économiquement viable et respectueuse de l'environnement.

**BIOXO**<sup>TM</sup>  
MOUSSE • OXO-DEGRADABLE • FOAM

La mousse de polystyrène de l'avenir.

  
**Cascades**

www.cascades.com



SOURCE SAYDIE BRONFMAN

Empoisonné ou pas ?

## La dépouille de Houdini sera exhumée

LARRY MCSHANE

New York — Exhumation prévue pour le roi de l'évasion, 81 ans après sa mort. Les descendants du célèbre Harry Houdini entendent la réclamer lundi à la justice, histoire de faire pratiquer une autopsie et de torde le cou, ou pas, à la rumeur qui court toujours selon laquelle le magicien aurait été assassiné.

Harry Houdini avait en effet des ennemis, notamment un mouvement connu sous le nom de spiritualistes, devenus la bête noire du magicien au cours des années qui ont précédé sa mort.

Il consacrait d'ailleurs plusieurs parties de son spectacle à tourner en ridicule leurs fausses séances de spiritisme, au cours desquelles ils prétendaient entrer en contact avec des morts illustres.

Un des spiritualistes les plus connus était Arthur Conan Doyle, le «père» de Sherlock Holmes... qui ne cachait pas sa détestation d'Houdini.

«C'était un motif pour tuer Harry Houdini», a affirmé hier l'avocat new-yorkais Joseph Tacopina, qui aide les descendants du magicien à lever les obstacles juridiques pour obtenir son exhumation.

«Il faut en avoir le cœur net», a renchéri George Hardeen, dont le grand-père était le frère d'Houdini, Theodore. «Sa mort a choqué la nation tout entière, voire le monde entier.»

Selon la version officielle, Houdini a fait une appendicite après avoir reçu un coup de poing dans l'estomac, ce qui aurait provoqué une péritonite. Il avait 52 ans. Mais aucune autopsie n'a été pratiquée à l'époque.

Quand le certificat de décès a été rempli, le 20 novembre 1926, le corps d'Houdini — amené par train de Detroit à New York — était déjà enterré dans le Queens, malgré les suspensions. Dans les jours qui suivirent, un journal titrait: «Houdini a-t-il été assassiné?»

Une nouvelle biographie, intitulée *The Secret Life of Houdini (La Vie secrète d'Houdini)*, a récemment remis cette question sur le tapis, convaincant M. Hardeen et d'autres personnes que la thèse de l'empoisonnement était possible.

Ses auteurs, William Kalush et Larry Sloman, font notamment état d'une injection d'«un sérum expérimental» au magicien par un de ses médecins au Grace Hospital de Detroit ainsi que de menaces de mort formulées régulièrement à son encontre par les spiritualistes.

Si Houdini prenait ces menaces au sérieux, il se promenait en revanche sans prendre de précautions particulières, sans garde du corps, souvent seulement accompagné par son épouse, Bess.

«Si quelqu'un voulait à tous prix empoisonner Houdini, ça n'aurait pas été très difficile», estime Kalush et Sloman.

Des stars de la médecine légale devraient procéder à l'exhumation d'Houdini, comme le Dr Michael Baden, qui a présidé les commissions rouvrant l'enquête sur les assassinats américains les plus célèbres, ceux de John F. Kennedy et de Martin Luther King. Il a d'ailleurs également relevé quelques bizarreries dans le certificat de décès d'Houdini: il mentionnait que l'appendice se trouvait sur le côté gauche plutôt que sur le côté droit. Et le diagnostic d'appendicite provoquée par un coup était «très inhabituel».

Associated Press

## LES ACTUALITÉS

# Marché du carbone: Baird alimente la confusion

ALEC CASTONGUAY

Ottawa — Décidément, le gouvernement Harper ne fait rien pour faciliter la mise en place d'un marché du carbone au Canada. De passage en comité parlementaire jeudi, le ministre de l'Environnement, John Baird, a continué de souffler le chaud et le froid dans ce dossier très important pour les entreprises. Le ministre a même soutenu qu'il ne voulait pas que les compagnies canadiennes achètent ou vendent des crédits de gaz à effet de serre sur les marchés internationaux... même s'il ne ferme pas complètement la porte à un marché d'échange uniquement canadien. Les trois partis d'opposition ont continué à dénoncer hier «l'incompréhension» du gouvernement envers ce mécanisme de marché.

Un marché du carbone permet à des entreprises de vendre les surplus de tonnes de GES qu'elle a réduits à une autre entreprise qui dépasse les objectifs fixés par le gouvernement. Les compagnies ont ainsi un incitatif financier à réduire leurs rejets de GES, alors que les entreprises délinquantes ont un puissant bâton qui les guette, puisque chaque tonne de GES qui dépasse les limites doit être achetée à fort prix sur le marché. La banque CIBC estime qu'un tel marché au Canada vaudrait environ 12 milliards de dollars.

Le gouvernement fédéral a un rôle à jouer pour contribuer à la création d'un marché d'échange de crédit de gaz à effet de serre (GES) au Canada, un système reconnu comme étant très efficace pour réduire les émissions qui causent le réchauffement de la planète. D'abord, Ottawa doit fixer des cibles de réduction aux industries. Ce sera fait d'ici deux semaines, a promis Stephen Harper jeudi, à Montréal.

Mais, premier écueil, le gouvernement va probablement imposer à court terme des cibles basées sur l'intensité des émissions plutôt que sur une réduction

absolue, ce qui rend, du moins à court terme, très difficile l'implantation d'un marché. Tous les endroits qui ont un vrai système d'échange de crédit fonctionnent avec des cibles de réduction absolue, soit des plafonds de rejets, ce qui est beaucoup plus facile à calculer que l'intensité des GES. L'Europe a déjà affirmé que des réductions d'intensité ne seraient pas admissibles sur le marché du carbone européen, le plus actif du monde. Il faudra toutefois attendre de voir les cibles du gouvernement avant de se faire une opinion sur ce qu'il sera possible de faire.

Ensuite, le gouvernement fédéral doit mettre en place le cadre réglementaire qui détermine la validité des réductions de GES et ainsi permettre aux entreprises de pouvoir les échanger sur le marché.

## Confusion et inquiétude

C'est dans ce domaine que John Baird a semé la confusion et l'inquiétude jeudi. Un journaliste a demandé au ministre si le gouvernement avait l'intention de laisser les entreprises acheter et vendre des crédits sur les marchés internationaux. La réponse a été catégorique. «Nous n'avons pas l'intention d'avoir un engagement avec les marchés internationaux pour acheter des crédits hors du Canada», a-t-il dit. Même pour les entreprises privées? «Non», a tranché le ministre.

Pourtant, quelques minutes auparavant, au Comité de l'environnement, John Baird avait dit qu'il n'avait pas fermé la porte à un marché du carbone «domestique». «Il y a du potentiel pour un marché domestique au Canada. Ça reste à voir», a-t-il dit. Pourtant, un marché uniquement canadien serait difficilement viable et rendrait la tonne de GES très chère, car le marché canadien est petit et contiendrait plus d'acheteurs que de vendeurs, ont déjà prévenu la Bourse de Montréal et la Bourse de Toronto. Le mi-

nistre a répété que le gouvernement canadien n'a pas l'intention d'acheter avec de l'argent public des crédits de GES sur les différents marchés mondiaux.

Les partis d'opposition affirment que mettre en place un marché incompatible avec celui des autres pays n'a aucun sens et coûtera plus cher aux entreprises d'ici. «C'est complètement confus», affirme le libéral David McGuinty, porte-parole de son parti en matière d'environnement. Et ce sont les grandes compagnies canadiennes qui vont en souffrir parce que, si on ne participe pas à un marché international de carbone, ça va coûter beaucoup plus cher pour arriver aux réductions de gaz à effet de serre.»

Selon lui, le ministre étudie mal ses dossiers. «C'est clair qu'après 70 jours comme ministre, M. Baird ne comprend toujours pas. Il ne comprend pas la différence entre les mécanismes de Kyoto et le marché international de carbone. Il ne connaît pas la différence entre la participation dans un marché canadien ou nord-américain avec un marché européen et global. M. Baird ne connaît pas le dossier et il n'a pas de plan.»

Du côté du Bloc québécois, Bernard Bigras estime que le ministre mélange les enjeux. «Ce n'est pas parce que tu refuses d'acheter des crédits avec l'argent des citoyens qu'il faut que tu interdisses aux entreprises d'utiliser leur propre argent pour se conformer à des réductions de gaz à effet de serre, dit-il. Le marché du carbone est un outil puissant et les gens d'affaires veulent en avoir un.» Le ministre Baird a d'ailleurs reconnu jeudi qu'un marché est un moyen peu coûteux d'inciter les entreprises à réduire leurs GES, même s'il n'est pas certain de vouloir aller dans cette voie. Le député du NPD Nathan Cullen estime que le ministre tente d'embrouiller les gens pour cacher «l'inaction» du gouvernement.

Le Devoir



JACQUES GRENIER LE DEVOIR

Josée Boileau

## Josée Boileau nommée directrice de l'information

Le Devoir est heureux d'annoncer la nomination de Josée Boileau au poste de directrice de l'information.

Diplômée en droit, en journalisme et en science politique des universités de Montréal, du Québec à Montréal et de Paris III, Mme Boileau a œuvré au Devoir une première fois de 1989 à 1993 avant de passer successivement à la Presse canadienne, au Journal du Barreau, à Télé-Québec et au magazine L'Actualité. Elle est revenue au Devoir en 2001 à titre de reporter généraliste et a été nommée éditorialiste et responsable de la page Idées en 2003.

Mme Boileau est une journaliste respectée dans l'ensemble de la profession. Son expérience variée, son sens de l'éthique et sa grande rigueur intellectuelle serviront les intérêts de la salle de rédaction du Devoir.

Les années que nous vivons sont cruciales pour l'avenir de la presse écrite quotidienne et la direction du Devoir est plus résolue que jamais à s'inscrire dans le courant des journaux qui sauront le mieux se démarquer grâce à la qualité et à la cohérence du travail de leur équipe de rédaction. L'arrivée de Mme Boileau à la direction de l'information contribuera certainement à confirmer le rôle essentiel que joue Le Devoir auprès d'une frange de lecteurs qui cherchent plus et autre chose que l'information minute qu'on trouve partout et en tout temps aujourd'hui.

C'est donc avec fierté que nous accueillerons Mme Boileau au sein de l'équipe de direction du Devoir à compter du 2 avril prochain.

Jean-Robert Sansfaçon  
Rédacteur en chef

## Jim Hart nie avoir été payé par Stockwell Day

Penticton, Colombie-Britannique — L'ancien député de la circonscription d'Okanagan-Coquihala, Jim Hart, a diffusé un communiqué hier dans lequel il réfute les accusations selon lesquelles il aurait reçu une forte somme d'argent en 2000 pour céder sa circonscription à Stockwell Day, alors nouvellement élu chef de l'Alliance canadienne.

Mais ce communiqué, transmis par courriel à une station de radio de Penticton, n'a fait qu'embrouiller davantage cette affaire déjà floue.

M. Hart déclare d'abord que lorsqu'il a offert de démissionner afin de céder sa place à M. Day, il n'y a pas eu de discussions en ce qui a trait à ses pertes fi-

nançières et une éventuelle compensation.

Un peu plus loin, M. Hart écrit que lors de son premier caucus, Stockwell Day avait déclaré que quoique démissionnerait plus tôt que prévu «n'aurait pas à subir de pertes financières».

«Il y a sept ans, quand ma démission a été acceptée par le parti, on m'a demandé de présenter une estimation de mes pertes financières», continue M. Hart.

«Il y a sept ans, je désirais protéger ma famille jusqu'à ce que je trouve un nouvel emploi. J'étais issu de la base, loin d'être indépendant de fortune, et je tentais de faire ce qui était le mieux.»

En 2000, Stockwell Day venait d'être élu chef de l'Alliance canadienne et se cherchait une circonscription sûre en vue d'obtenir aisément un siège à la Chambre des communes au cours d'une élection partielle, ce qui fut fait.

Le député libéral Mark Holland a exigé cette semaine que M. Day, ministre conservateur de la Sécurité publique, quitte ses fonctions en attendant que la GRC puisse faire la lumière sur de nouveaux documents alléguant que M. Hart ait pu recevoir jusqu'à 50 000 \$ pour céder sa place.

Presse canadienne



En tant que Québécois, vous profitez de notre engagement continu à développer de nouveaux médicaments et vaccins. Certes, cet engagement est bénéfique pour la santé de toute la population, mais connaissez-vous les autres bienfaits de notre travail?

grâce à **R&D** Les compagnies de recherche pharmaceutique du Canada

- 50 000 emplois directs et indirects pour les Québécois et Québécoises<sup>1</sup>
- 450 millions de dollars investis annuellement ici pour la recherche et le développement de nouveaux médicaments<sup>2</sup>
- Près de 2 milliards de dollars investis annuellement dans l'économie du Québec<sup>3</sup>

Pour en savoir davantage sur les bienfaits de nos activités au Québec, visitez notre site à l'adresse [www.canadapharma.org](http://www.canadapharma.org).

50 000 emplois créés au Québec.



1. Référence : PricewaterhouseCoopers. Les entreprises de R&D : Pour une économie canadienne plus saine et plus forte, 2005.  
2. Référence : CEPMB Rapport annuel. Palmer & D'Angelo Consulting Inc.  
3. Référence : Rapport annuel du CEPMB et Statistique Canada, Valeur totale ajoutée par employé (fabrication de produits pharmaceutiques et de médicaments).

## LES ACTUALITÉS

Virus du papillome humain

## Le vaccin contre le VPH doit être offert, lobbying ou pas, disent les médecins

LOUISE-MAUDE  
RIOUX SOUCY

Conflit d'intérêts ou simple apparence de conflit? La communauté médicale a défendu hier la décision du gouvernement Harper de dégager 300 millions pour financer la vaccination contre le virus du papillome humain (VPH). Balayant du revers de la main les accusations de lobbying qui ont été soulevées la veille par l'opposition, plusieurs groupes ont plutôt mis en avant la nécessité d'implanter un programme de vaccination le «plus rapidement possible».

Lobbying ou pas, il s'agit d'un avis scientifique solide, croit la chef du service de gynécologie-oncologique de l'hôpital Notre-Dame. «Même si les enjeux politiques, mercantiles et cliniques semblent se rejoindre, ce qui compte, en définitive, c'est la santé des jeunes femmes», tranche la D<sup>re</sup> Diane Provencher. Celle-ci en veut pour preuve le rapport du Comité consultatif national sur l'immunisation (CCNI), qui recommande que toutes les jeunes filles et femmes de 9 à 26 ans soient vaccinées pour les protéger contre les maladies liées au VPH, mais aussi contre le cancer du col de l'utérus.

En entrevue téléphonique, le président sortant du Regroupement des gynécologues-onco-



LYLE STAFFORD REUTERS

Stephen Harper a annoncé un programme de 300 millions pour financer la vaccination contre le VPH, mais sa décision a rapidement soulevé une controverse.

logues du Québec (RGOQ) a pour sa part insisté sur l'impact que peut avoir une vaccination dans la lutte contre le cancer du col. «Ce vaccin est ce qui est arrivé de plus important depuis la cytologie, dans les années 1950. D'un point de vue scientifique, c'est très solide et on aurait tort de ne pas aller de l'avant maintenant qu'on a les sous pour le faire», a déclaré le D<sup>r</sup> Michel Roy, gynécologue-oncologue à l'Hôtel-Dieu de Québec.

N'empêche que l'empressement du gouvernement canadien à financer un tel programme alors que le vaccin fait encore l'objet d'analyses dans la plupart des provinces a créé un certain malaise.

Au centre de la controverse, Ken Boessenkool, un lobbyiste pour la compagnie pharmaceutique Merck and Frosst, le seul fabricant canadien du vaccin contre le VPH. Le problème, c'est qu'avant d'occuper cet emploi, M. Boessenkool a conseillé le premier ministre Harper sur les politiques de santé et d'immunisation.

Prise entre l'arbre et l'écorce, l'Agence de santé publique du Canada n'a pas voulu commenter ces possibles tractations. Elle a toutefois précisé que la vaccination figure depuis longtemps sur l'écran radar de nombreuses associations, au premier chef de celui de la Fédération des femmes méde-

cins du Canada, qui en a fait une priorité. Pas plus tard que la semaine dernière, les gynécologues-oncologues du Québec ont appuyé le rapport du CCNI à l'unanimité, emboitant ainsi le pas à la Société canadienne des gynécologues-oncologues du Canada et à l'Alliance pour la prévention des maladies chroniques au Canada.

En février dernier, le CCNI avait conclu que l'efficacité du vaccin atteindrait son efficacité maximale chez les filles de 9 à 13 ans, avant le début des relations sexuelles, mais que les jeunes femmes de 14 à 26 ans pourraient aussi bénéficier du vaccin. Pour l'instant, un seul vaccin a été approuvé par Santé Canada, mais un second vaccin pourrait bientôt être disponible au Canada. Le hic, c'est que l'immunisation est un dossier qui appartient aux provinces. Les 300 millions ne sont donc qu'une étape, prévient la Fédération des femmes médecins, qui demande aux gouvernements provinciaux de mettre rapidement en place un programme d'immunisation universelle contre le VPH.

Au Québec, le vaccin contre le VPH fait présentement l'objet d'une analyse par le comité d'immunisation. On sait toutefois d'ores et déjà que les fonds promis par Stephen Harper ne suffiront pas à immuniser toutes les

Québécoises de 9 à 26 ans si jamais Québec juge bon d'aller de l'avant. La part du Québec a en effet été établie lundi à 75 millions, ce qui est bien en deçà des 350 millions nécessaires pour vacciner toute la première cohorte.

Mais attention, la vaccination n'est pas une panacée, prévient la D<sup>re</sup> Provencher. «On ne peut pas envisager la vaccination sans un dépistage plus serré du cancer du col de l'utérus.» Le Québec fait en effet bien piètre figure en la matière puisqu'il est la seule province, avec les Territoires du Nord-Ouest, à ne pas avoir de programme organisé de dépistage du cancer du col. Pour le D<sup>r</sup> Roy, pourtant, l'un ne va pas sans l'autre, comme l'a d'ailleurs montré le comité consultatif québécois sur le cancer en 1997.

Le VPH est la cause principale, non seulement du cancer du col de l'utérus mais aussi des cancers du vagin, de la vulve, de l'anus ainsi que des lésions précancéreuses qui les précèdent de plusieurs années. On estime à 75 % la proportion des femmes qui seront affectées par une infection causée par les virus de papillome humain durant leur vie. Cette année, 1400 Canadiennes se verront diagnostiquer un cancer du col de l'utérus et 390 y succomberont.

Le Devoir

## Fabienne Thibeault veut vendre le terroir québécois aux Français

FABIEN DEGLISE

Après les sauces tomate Paul Newman et les pâtés au saumon Maman Dion, voici les confitures, les tisanes et les tartes à l'érable... Fabienne Thibeault.

Vivant en France depuis 25 ans, la chanteuse cherche en effet à vendre le terroir du Québec aux Français à travers une gamme de produits qui mettra à profit son nom et son image. Et elle compte bien profiter de son passage au Salon international de l'alimentation (SIAL) de Montréal, la grande foire de la bouffe qui ouvre ses portes la semaine prochaine, pour faire de la prospection et dénicher des aliments à l'«identitaire fort» qui devraient se retrouver dans les supermarchés français au cours des prochains mois, a-t-elle annoncé hier.

«Actuellement, il y a une forte progression des produits dits ethniques en France», a expliqué au Devoir l'ex-servante automate de l'opéra rock Starmania. «Or le Québec est sous-représenté. Il y a bien sûr le sirop d'érable, qu'on retrouve à côté du miel dans les épiceries, mais les Français sont désormais prêts à découvrir plus que ça.»

Pour combler ce goût de la découverte, la chanteuse souhaite donc lancer une gamme de produits agroalimentaires du Québec sous la marque Sélection Fabienne Thibeault. Le réseau de distribution français Système U (équivalent d'IGA) se serait montré intéressé à les placer sur ses rayons, affirme Mme Thibeault, qui précise que des pourparlers sont également en cours pour que sa gamme de produits se retrouve dans les Auchan, Leclerc et Carrefour, ces grands réseaux de supermarchés et d'hypermarchés qui s'apparentent aux Wal-Mart et aux Loblaws d'ici.

«Les Français m'aiment bien, dit-elle, et nous croyons qu'à travers mon image, cela va donner de la valeur ajoutée à ces produits.»

Folklore et modernité

Même si le sirop d'érable et ses dérivés pourraient occuper une grande place dans le catalogue alimentaire de Fabienne Thibeault, l'artiste souhaite toutefois sortir de cette image folklorique et présenter une image plus moderne du Québec, dit-elle. «Je veux que les Français fassent connaissance avec d'autres visages de l'agroalimentaire chez nous, par exemple les produits à base d'avoine, avec lesquels ils ne sont pas familiers. J'aimerais aussi que les produits mis en marché reflètent bien le Québec d'aujourd'hui et l'expertise que nous avons développée ici au cours des dernières années.»

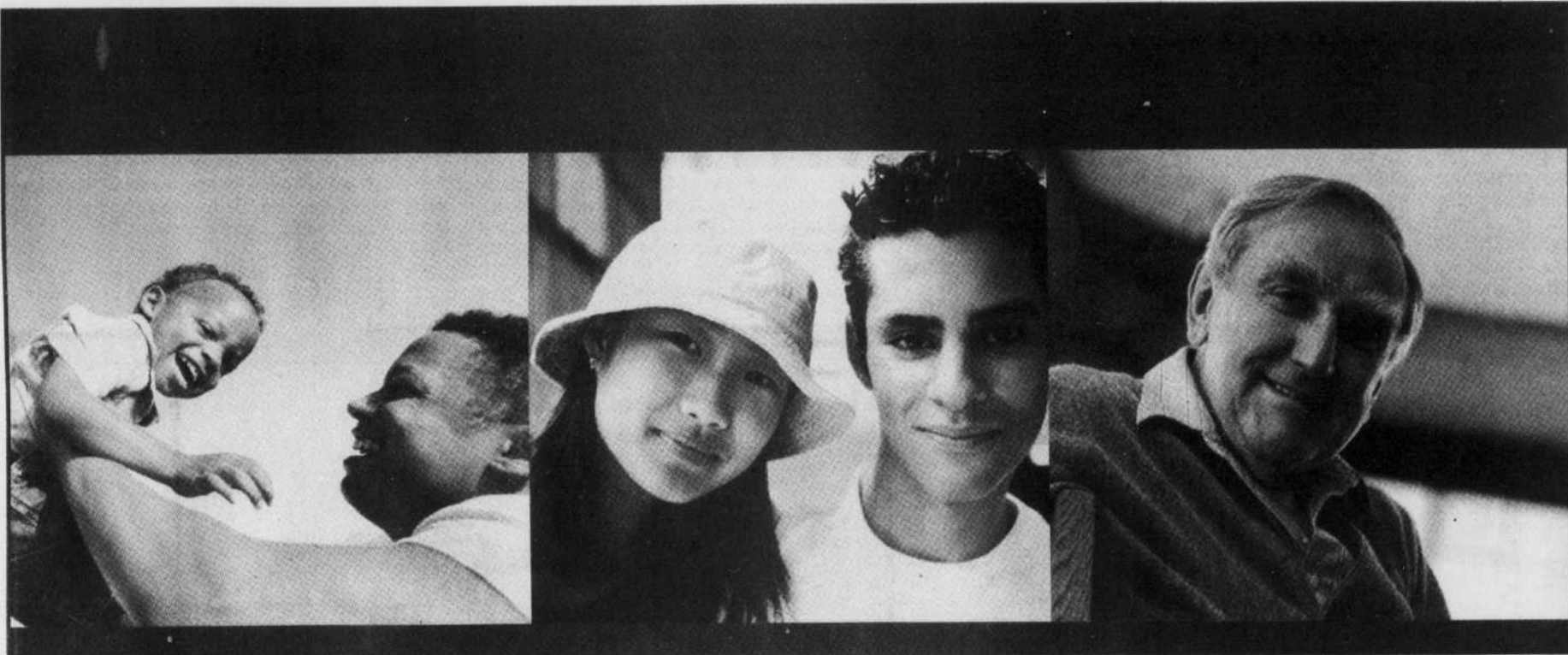
Dans sa ligne de mire, la Marie-Jeanne de Starmania met donc les alcools de petits fruits, les aliments à base de bleuets ou de canneberges, les pâtés de viande et les tisanes qu'elle souhaite faire rayonner de l'autre côté de l'Atlantique. Pour commencer. «Pour des raisons techniques, nous allons nous concentrer au début sur les produits d'épicerie sèche ou les aliments en conserve», souligne la chanteuse. Mais au cours des prochaines années, nous espérons aussi faire entrer en France des fromages et même, pourquoi pas, du foie gras sous la marque Sélection Fabienne Thibeault.»

Depuis une dizaine d'années, Mme Thibeault est passée maître dans l'art de faire la promotion de l'agroalimentaire en France. Par l'entremise d'une association baptisée Les 6 Rivières, la voix de Question de feeling et Secrétaire de star se porte en effet à la défense des terroirs de son pays d'adoption depuis dix ans. En mars dernier, son engagement lui a d'ailleurs valu d'être élevée au rang d'officier de l'Ordre du mérite agricole français, une décoration prestigieuse là-bas.

Par ailleurs, au début de l'année, l'artiste s'est également portée publiquement à la défense des terroirs du Québec en dénonçant dans les pages du Devoir l'inertie du gouvernement Charest dans le dossier de la vache canadienne, du cheval canadien et du poulet Chantecler, les trois seules races patrimoniales québécoises, menacées d'extinction par l'industrialisation de l'agriculture.

Mme Thibeault souhaite d'ailleurs profiter de son passage au Québec la semaine prochaine pour «revenir à la charge» et alerter «le nouveau gouvernement» de l'urgence d'agir pour préserver ces trois espèces, a-t-elle indiqué.

Le Devoir

UN ACCÈS FACILE À TOUS  
LES PROGRAMMES ET SERVICES  
DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL

Service Canada, un accès facile à toute l'information relative aux programmes et services offerts par le gouvernement fédéral, comme la Sécurité de la vieillesse, l'obtention d'un numéro d'assurance sociale, notre banque d'emplois, l'assurance-emploi et bien plus.



COMPOSEZ : 1 800 O-Canada (1 800 622-6232) ATS : 1 800 926-9105

CLIQUEZ : [servicecanada.ca](http://servicecanada.ca)

OU VISITEZ un centre Service Canada

Consultez notre site Internet ou composez le 1 800 O-Canada pour obtenir la liste des centres de service près de chez vous.

Service  
Canada

Au service des gens

# Les sondages ne mentent pas !

Deux fois plus de gens considèrent qu'Internet Vidéotron est plus fiable que son principal concurrent†.



## INTERNET

À partir de

**9.95 \$**  
/mois  
LES TROIS PREMIERS MOIS\*

- MODEM CÂBLE INCLUS\*
- INSTALLATION GRATUITE
- 1 MOIS GRATUIT AUX SERVICES DE SÉCURITÉ\*

[videotron.com](http://videotron.com)

514 281-1711 1 88-VIDEOTRON

Également offert dans les boutiques Vidéotron et les magasins Le SuperClub Vidéotron participants.



Le plus rapide et le plus fiable. Point final.

† Selon un sondage Léger Marketing, janvier 2007.

\* Cette offre d'une durée limitée s'adresse aux nouveaux clients résidentiels qui s'abonnent à Internet Intermédiaire Vidéotron et est applicable à un engagement de 12 mois. Le tarif de 26.95 \$ par mois s'applique à compter du quatrième mois. Des frais additionnels seront facturés pour l'utilisation excédentaire de la bande passante de un (1) Go en amont et de un (1) Go en aval pour Internet Intermédiaire Vidéotron. Le tarif mensuel de 5.95 \$ pour la trousses de Services de sécurité de base s'applique à compter du deuxième mois. Des pénalités s'appliquent en cas de bris d'engagement. Location du modem câble incluse. Temps d'utilisation illimité. Là où la technologie le permet. L'offre et les tarifs peuvent changer sans préavis. Taxes en sus. Certaines conditions s'appliquent.

Le pouvoir infini du câble

I N T E R N E T  
VIDÉOTRON

QUEBECOR MEDIA

## ACTUALITÉS

## DUMONT

SUITE DE LA PAGE 1

les visées de l'ADQ cette année.

Mario Dumont rappelle le discours de Jean Charest de 2003, où il a brandi une carte de crédit en disant qu'elle allait remplacer la carte d'assurance maladie si les plans de l'ADQ étaient appliqués. «Ce n'était pas rien en 2003. C'est épouvantable ce qu'on a dit de nous», se remémore-t-il.

«C'est sûr qu'il y a une évolution de mentalité [depuis 2003]. On a fait un grand bout de chemin. Une campagne de peur, tu peux faire ça juste une fois», estime-t-il.

Selon lui, il faut mettre fin à «l'hypocrisie actuelle» qui fait que le secteur privé «rentre par la porte d'arrière» dans le domaine de la santé, comme en fait foi la multiplication des cliniques privées qui ne participent pas au régime public. L'ADQ veut permettre aux Québécois de payer pour obtenir des soins de santé, affranchir le Québec du «carcan de la Loi canadienne sur la santé qui impose un monopole coûteux» et inefficace, en établissant des règles du jeu qui protègent l'offre de services dans le réseau public, plaide le chef adéquate.

La campagne de 2007, en dépit de déclarations sexistes, homophobes ou encore antisémites de quelques-uns des candidats adéquistes — deux d'entre eux ont dû démissionner —, s'est bien déroulée pour Mario Dumont. Pas une sinécure, mais presque. «On a certainement gagné un volet: c'est d'imposer nos thèmes sur la place publique. Au lendemain du débat, de quoi parlait-on dans les chaumières du Québec? Des idées de l'ADQ. En bien ou en mal, ça fait partie de la vie», se réjouit-il.

Dans les tout derniers jours de la campagne, Mario Dumont a réservé ses salves les plus assassines pour André Boisclair, ignorant presque Jean Charest. «André Boisclair n'a pas l'autorité morale pour faire un référendum», martèle-t-il. Il lance depuis quelques jours des appels aux souverainistes pour qu'ils votent en faveur de l'ADQ. «Le Québec n'a jamais été aussi loin d'un référendum à l'heure actuelle. Le Parti québécois n'a ni le leader, ni le projet sur le plan du travail bien fait, ni le contexte parce qu'à Ottawa, il y a de l'ouverture, il n'y a aucune chicane en vue», avance-t-il.

Certes, des raisons stratégiques expliquent cet acharnement contre l'adversaire péquiste. Mario Dumont souligne «la fin de campagne pitoyable» que même Jean Charest, aggravée par ce lamentable engagement de puiser à même le règlement du déséquilibre fiscal pour baisser les impôts. Résultat: le Parti libéral est troisième dans bon nombre de comtés francophones et des luttes extrêmement serrées opposent candidats péquistes et adéquistes.

À l'impuissance à laquelle confine le PQ, Mario Dumont oppose sa vision autonomiste, qui est «collée à la réalité d'aujourd'hui». «L'ouverture à Ottawa et l'autonomisme à Québec, c'est la combinaison gagnante pour les Québécois en 2007», fait-il valoir. Limiter le pouvoir fédéral de dépenser dans un amendement constitutionnel, éliminer les empiètements dans les champs de compétence du Québec, «c'est la moitié des pouvoirs [réclamés dans le rapport Allaire]», soutient-il.

Mario Dumont se fait bouraisien. «L'autonomie, ce n'est pas un absolu. Ce n'est pas le rêve d'un grand soir comme l'idée d'un référendum. L'autonomie, c'est une affirmation

progressive, une théorie des pas vers l'avant», expose-t-il.

Tout au long de ses 13 années d'existence, l'ADQ fut perçue comme un «parking» pour électeurs mécontents. Certes, le mécontentement à l'endroit du gouvernement Charest est bien présent, reconnaît Mario Dumont. Mais «la beauté de la chose dans une course à trois, c'est que tu ne peux pas juste avoir un vote de mécontentement, jouer la trappe, comme on dit». Il faut offrir une voie différente. «Une des forces de l'ADQ de 2007, c'est que c'est un parti qui s'assume. On ne laisse pas les autres nous mettre des étiquettes», dit-il. L'ADQ est un parti de centre-droit. Canalise-t-il un courant de conservatisme particulièrement présent en région? «C'est un conservatisme qui, à mon avis, est plus que modéré», affirme-t-il sans sourcilier.

Mario Dumont présente aujourd'hui le courant incarné par l'ADQ comme «la conséquence logique de la pleine maturation de la Révolution tranquille». Des progrès énormes ont été accomplis en matière d'éducation et d'aide aux entreprises. «On a créé une première génération d'entrepreneurs», rappelle-t-il. «L'État a joué un grand rôle pour aider à la mise en place de la réalité économique qu'on connaît». Le jeune entrepreneur des années 60 avait besoin de l'État pour percer. L'entrepreneur d'aujourd'hui trouve que le gouvernement, «ce n'est que de la petite quantité de paperasse. On a l'impression que ce même gouvernement est devenu un obstacle [à sa progression]».

«Aujourd'hui, le Québec est rendu ailleurs, croit Mario Dumont. Une des résultantes de la Révolution tranquille, c'est que le Québec a aujourd'hui des assises beaucoup plus solides dans des sphères de vie qui [ne sont pas celles de] l'État, qui sont des sphères de vie privées: des citoyens plus confiants, mieux formés, et c'est normal que le rapport à l'État évolue. Et, oui, on est peut-être l'incarnation de ça.»

S'il y a une «énigme de Québec» pour le Bloc québécois, il y a sûrement «une énigme de Montréal» pour l'ADQ. Le parti de Mario Dumont éprouve encore de la difficulté à percer à Montréal. Mais le chef adéquate signale qu'il fonde de sérieux espoirs pour sa formation politique dans des comtés de la couronne de Montréal. Le sentiment antiadéquate des Montréalais, «ça quand même beaucoup changé, ça aussi. Si on lit même les chroniqueurs qui vivent sur le Plateau — je ne suis pas en train de dire qu'on va tout rafler —, il y a quand même, là aussi, une évolution par rapport à la perception de l'ADQ», fait-il observer.

Il est déjà acquis que l'ADQ dépassera l'objectif qu'elle s'était fixé au début de la campagne: obtenir 12 députés, ou 20 % des voix, le seuil minimal pour que le parti soit officiellement reconnu à l'Assemblée nationale. A compter de lundi, Mario Dumont pourra caresser de bien plus amples ambitions.

Le Devoir

## BOISCLAIR

Dès le lendemain du débat, André Boisclair sent qu'il peut au moins sauver les meubles et peut-être même espérer mieux. Il se met tout de suite «en mode blitz».

SUITE DE LA PAGE 1

dans une course à la direction, serrent les coudes. Le 23 février, le club de gauche SPQ-libre, dont le président Marc Laviolette est candidat dans Soulanges, se rallie à la plateforme, rebaptisée «feuille de route» dans la langue de Boisclair.

André Boisclair compte secrètement sur les étudiants, à qui il a promis le gel des droits de scolarité pour embêter son adversaire. Les premiers jours de campagne semblèrent difficiles et tumultueux, vus de l'extérieur. «Mais de l'intérieur, ça roulait», raconte un journaliste qui a suivi André Boisclair jusqu'au débat des chefs du 13 mars. Les annonces sur l'éducation, les éoliennes, se suivent à un rythme régulier. Il fait mouche en rappelant à Jean Charest, pour qui la «première priorité» est toujours la santé, que «le Québec n'est pas un hôpital».

La campagne a carrément l'air de déraper quand l'animateur de radio Pierre Champagne qualifie le Parti québécois de «club de tapettes». Mais le chef péquiste a alors une réponse percutante et reste, selon l'expression d'Alain Juppé, «droit dans ses bottes»: il explique que ce sont les Québécois, épris de liberté et d'égalité, qui répondront à ses propos le 26 mars. Les deux chefs adversaires se portent alors à la défense du chef péquiste, condamnant l'animateur de radio saqueur.

Il répète inlassablement qu'il ne se laissera pas «distraire» et qu'il gardera les yeux rivés sur son «plan de campagne». Un soir toutefois, il cède à un moment d'émotion. Sa gorge se noue pendant 48 secondes. Le politicien, présenté comme une sorte de robot par les caricaturistes, aura montré un côté «humain» que peu ont jugé inauthentique.

Jean Charest lui facilite la vie en semblant retourner à de vieilles tactiques de peur des années 70: perte des pensions de vieillesse. Ce qui place le chef péquiste dans la situation facile, pour un chef souverainiste, de s'indigner et de condamner le «chantage». Et Jean Charest ne s'arrête pas là: il comment son lapsus sur la partition et refuse de s'engager clairement, quoi qu'il adienne, à défendre le territoire québécois. En termes de baseball, on appelle ça une balle à circuit pour un souverainiste.

## Débat

Le vrai point tournant pour lui est le débat des chefs. Dans le jeu des attentes, il est avantage: celles-ci ne sont pas très élevées à son égard. Mais il arrive préparé, insistant, prêt à l'attaque. Aux yeux du grand public, il ne l'emporte pas, mais il «tire son épingle du jeu». Et cela a l'effet escompté sur ses militants et sa base. Lui-même a «reconstruit» son «estime de soi», comme le disent les psychologues.

Dès le lendemain du débat, André Boisclair sent qu'il peut au moins sauver les meubles et peut-être même espérer mieux. Il se met tout de suite «en mode blitz», comme on dit dans son entourage. Il augmente le nombre de ses critiques à l'égard de l'Action démocratique et de Mario Dumont, l'homme du «one man show», expression qu'André Boisclair vole aux libéraux.

## Tout et son contraire

Les tendances observées dans l'opinion peu avant le débat se confirment rapidement: les élections sont bel et bien une course à trois. André Boisclair adopte très rapidement le discours du rassemblement. Il demande aux pacifistes, altermondialistes, féministes, progressistes et bien sûr souverainistes de se joindre à son parti. Tous les pourcentages de vote comptent, même ceux de Québec solidaire.

Tout en conservant son discours «progressiste», André Boisclair continue à promettre de «soulager le capital». Lorsque Stephen Harper annonce qu'il fera tomber sa manne sur le Québec, il refuse de prendre d'autres engagements et promet un «vrai déficit zéro» et vante les vertus de Lucien Bouchard. Sur le plan des finances publiques, il a les accents des fiscal conservateurs américains. Quand, la même journée, Françoise David dit de lui qu'il n'est pas un «progressiste» et que Mario Dumont le traite de gau-gauche, il s'emballe et saute sur l'occasion: le Parti québécois est «à la bonne place», déclare-t-il, parce qu'il possède la «meilleure synthèse». Le voilà qu'il incarne le centre, lieu convoité entre tous par tout politicien occidental.

Et il en remet à gauche. Jeudi, il pige un slogan au Forum social mondial, mecque des altermondialistes: «Je crois qu'un autre monde est possible». Mais hier, en Mauricie, il parle soudainement, comme l'ancien premier ministre ontarien Mike Harris, de «révolution du bon sens». Lui qui avait défendu la jousée de soccer musulmane et son hijab, il saisit le cas des électriques portant la burka ou le nikab pour marquer quelques points dans le dossier des «accidents de sensibilité». Il parle aussi de souveraineté, partout. Et reprend pour ce faire le slogan de Jacques Parizeau, «l'autre façon de gouverner». Lors d'un autre discours, il promet un «bon gouvernement», comme en 1976.

La surprise de 1976 peut-elle se rééditer? «Je ne suis pas René Lévesque», a déjà reconnu André Boisclair... Réussira-t-il seulement à atteindre le score du PQ de 33 % de 2003? Tel est le seuil pour lui. Mais qu'on évoque 1976, c'est déjà une victoire, pour un chef qui était parti de loin.

Le Devoir



## Maya Merrick

## SEXTANT

Roman

«Je m'appelle Cassy Peerson. Je suis une sirène. J'habite une Chevrolet 57.»

Découvrez le premier roman d'une talentueuse jeune Montréalaise.

Traduit de l'anglais (Canada) par Lori Saint-Martin et Paul Gagné  
350 pages - 25,95 \$

Boréal  
www.editionsboréal.qc.ca

## CHAREST

«Jean Charest s'est enfargé dans les pensions de vieillesse et la partition. Cela a entaché l'image de premier ministre qui devait rester au-dessus de la mêlée.»

SUITE DE LA PAGE 1

un souverainiste de longue date.

Mais comme l'a soutenu M. Charest, le Québec n'a pas besoin d'un référendum qui «va nous faire reculer». «Après avoir fait un redressement pendant quatre ans dans tous les domaines où l'État a une mission, [...] même ceux qui sont souverainistes voient ça et se disent que ce n'est pas le temps d'arrêter», estime le chef libéral.

M. Charest a également attaqué son adversaire adéquate à propos de la «confusion» qu'il entretient, a-t-il dit, en ce qui concerne les finances publiques. L'ADQ n'explique pas où elle va faire des compressions pour atteindre la réduction de 1 % de la croissance des dépenses du gouvernement dans les services comme la santé et l'éducation. «Essayer de comprendre le cadre financier de l'ADQ, c'est bonne chance. Si vous aimez les cubes Rubik, vous allez avoir du plaisir», s'est-il moqué.

## Une mission sacrée

Sa tournée l'a ensuite conduit dans sa circonscription, où il a pris la parole devant la Chambre de commerce de Sherbrooke. Comme il l'a fait au cours des derniers jours, M. Charest a donné des accents nationalistes à son discours. Il s'est engagé à prendre fait et cause pour le Québec dans le cadre fédéral. «Vous pouvez compter sur une chose: ma mission de défendre les intérêts du Québec est sacrée», a-t-il affirmé.

M. Charest a rappelé que le Québec a dû se battre tout au long de son histoire et que cela continue aujourd'hui sur le plan politique. «Les succès que nous avons dans la société québécoise ne viennent pas tout seuls. Il y a 400 ans d'histoire dans chacune de nos familles, 400 ans de détermination, de persévérance pour préserver notre langue, notre culture, pour être ce que nous sommes aujourd'hui», a-t-il affirmé.

A ceux qui le critiquent d'avoir choisi de s'engager à diminuer les impôts grâce au transfert de péréquation annoncé plus tôt cette semaine par le gouvernement fédéral, M. Charest a répété que la classe moyenne mérite que son fardeau fiscal soit allégé. «Le lobby de la classe moyenne, c'est le Parti libéral du Québec», a-t-il lancé.

Cette expression n'est pas sans rappeler qu'en tout début de campagne, Mario Dumont avait soutenu que l'ADQ était le parti de la classe moyenne. D'ailleurs, les plus récents sondages tendent à montrer des intentions de vote de plus en plus favorables à l'ADQ. S'agit-il d'un geste de contestation ou d'un espoir de la population? a-t-on demandé au chef libéral. Visiblement agacé, M. Charest a affirmé ne pas croire aux sondages, lui que les sondeurs ont plusieurs fois donné perdant au cours de sa carrière. Il a déploré «l'accoutumance»

des médias à se nourrir de ces enquêtes.

A deux jours du scrutin, M. Charest a expliqué à quel point il aime la politique et faire campagne. Et tant pis s'il apparaît comme le «négligé» de cette course. «J'aime les défis. Ça ne m'a jamais intimidé, le fait de devoir me battre en campagne. J'ai toujours conçu la politique comme une bataille, mais une bataille qu'on ne fait pas seul», a-t-il dit.

## La confiance du début

Mais la confiance qu'il dit l'habiter n'avait rien à voir avec celle qu'il affichait au déclenchement des élections. Les semaines précédentes avaient été nourries de plusieurs annonces. La machine libérale huilait ses rouages, prenant les adversaires de court.

Par la suite, la faiblesse du leadership du chef péquiste, André Boisclair, contesté dans ses propres rangs, a accentué l'assurance de Jean Charest. Et rien ne laissait entrevoir que Mario Dumont monterait la pente au bas de laquelle il avait glissé au scrutin de 2003. Le chef libéral a donc mis en avant son bilan ainsi que la nécessité de ne pas laisser en plan le travail amorcé. M. Charest avait revêtu ses habits de chef d'État, laissant les gants de boxe au vestiaire.

Du coup, la campagne libérale a semblé manquer de vigueur. Par exemple, le chef libéral a été lent à réagir à la disparition du mot «référendum» au PQ. Mais quelques jours plus tard, Jean Charest s'est lancé dans une campagne quasi référendaire. Ce fut une erreur, estime le communicateur-conseil Michel Fréchette. «Jean Charest s'est enfargé dans les pensions de vieillesse et la partition. Cela a entaché l'image de premier ministre qui devait rester au-dessus de la mêlée. Dès lors, il a perdu son élan», fait-il valoir.

Dans cette mouvance, l'affaire d'Option Canada a resurgi. Jean Charest a été contraint de reconnaître qu'il a été appelé à témoigner. Devant les questions pressantes des journalistes, l'attaché de presse du premier ministre, Hugo D'Amours, s'est rendu à bord de l'autobus des journalistes pour préciser certaines choses. Dès lors, M. D'Amours devait diriger les points de presse. Des règles strictes ont aussi été établies (maximum de deux questions par journaliste), ce qui a créé des tensions supplémentaires.

Les premiers sondages ont alors montré que l'ADQ devenait un adversaire sérieux. Jean Charest a tourné ses canons vers Mario Dumont et ignoré le PQ. Il a montré les dents en tentant de mettre en lumière les aspérités de l'équipe adéquate. Il a attaqué nommément dix candidats de l'ADQ lors d'un discours à Gatineau. La faiblesse de l'adversaire semblait le conforter.

Mais le chef libéral a eu beaucoup de mal à se dépitier de son bilan dans le domaine de la santé, dont les aspects les moins reluisants l'ont rattrapé. Il a cla-

mé ne pas avoir violé le «pacte» qu'il avait proposé aux Québécois en 2003. Et il a répété avoir fait tout ce qui était humainement possible pour résoudre les problèmes en santé.

Arrive alors le débat des chefs. Les partis politiques et le consortium des médias s'entendent pour qu'il ait lieu à Québec. Les trois partis veulent ainsi séduire une région où l'ADQ semble s'enraciner.

## En attendant le budget fédéral

Jean Charest ne gagne aucun point au débat. Il apparaît amorphe. Il se retrouve sur la défensive pendant quelques jours, notamment à cause de la note de service du ministère des Transports sur le viaduc de la Concorde, qui s'est effondré en septembre dernier, document que Mario Dumont a brandi lors du débats.

Jean Charest tente alors de redonner du souffle à sa campagne en recyclant des annonces. C'est le cas de projets de développement hydro-électrique. Mais c'est compter sans une visite d'usine liée à sa stratégie énergétique, qui tourne mal pour lui. Un travailleur l'apostrophe, devant toute la grogne d'une classe moyenne malmenée par les hausses de tarifs et qui n'a pas reçu les baisses d'impôt promises. Ce travailleur s'identifie de surcroît comme un souverainiste aujourd'hui sympathisant de l'ADQ.

«Mario Dumont n'a pas participé au même concours que Jean Charest et André Boisclair puisqu'il vise non pas le pouvoir mais le fauteuil de chef de l'opposition. Il était donc beaucoup plus difficile à attaquer», croit Michel Fréchette.

Mais les libéraux s'accrochent au dernier atout qu'ils conservaient dans leur manche: la correction du déséquilibre fiscal contenue dans le budget fédéral. Le Québec obtient 905 millions de dollars en nouveaux fonds, dont 700 millions liés aux transferts de péréquation. Le lendemain, Jean Charest s'engage à redonner cet argent aux contribuables de la classe moyenne sous forme d'une réduction d'impôts.

«Pour diriger le Québec, il faut être capable de nommer la destination où nous allons», a dit Jean Charest hier.

Il aura fallu le budget Flaherty pour connaître cette destination, qui a par ailleurs soulevé de nombreuses critiques. Cela a donné des munitions à M. Charest qui, tout à coup, s'est mis à défendre l'autonomie du Québec. «Je n'ai pas de comptes à rendre à Ottawa et aux autres provinces», a tranché M. Charest d'un ton passionné.

Mais peut-être était-ce trop peu trop tard pour les grands élans d'affirmation nationale?

Avec la collaboration d'Antoine Robitaille  
Le Devoir

## LE DEVOIR

www.ledevoir.com

Les bureaux du Devoir sont situés au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal (Québec), H3A 3M9 ☎ Place-des-Arts  
Ils sont ouverts du lundi au vendredi de 8h30 à 17h.  
Renseignements et administration : 514-985-3333

Le Devoir peut, à l'occasion, mettre la liste d'adresses de ses abonnés à la disposition d'organisations reconnues dont la cause, les produits ou les services peuvent intéresser ses lecteurs. Si vous ne souhaitez pas recevoir de correspondance de ces organisations, veuillez en aviser notre service à la clientèle. Le Devoir est publié du lundi au samedi par Le Devoir Inc. dont le siège social est situé au 2050, rue De Bleury, 9<sup>e</sup> étage, Montréal, (Québec), H3A 3M9. Il est imprimé par Imprimeries Québec St-Jean, 800, boulevard Industriel, Saint-Jean sur le Richelieu, division de Imprimeries Québec Inc., 612, rue Saint-Jacques Ouest, Montréal. L'Agence Presse Canadienne est autorisée à employer et à diffuser les informations publiées dans Le Devoir. Le Devoir est distribué par Messageries Dynamiques, division du Groupe Québec Inc., 900, boulevard Saint-Martin Ouest, Laval. Envoyé de publication — Enregistrement n° 0858. Dépôt légal: Bibliothèque nationale du Québec.

## Comment nous joindre ?

## La rédaction

Au téléphone 514-985-3333  
Par télécopieur 514-985-3360  
Par courrier redaction@ledevoir.com

## La publicité

Au téléphone 514-985-3399  
Par télécopieur 514-985-3390  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1 800 363-0305

## Les avis publics et appels d'offres

Au téléphone 514-985-3344  
Par télécopieur 514-985-3340  
Par courrier avisdev@ledevoir.com

## Les petites annonces et la publicité par regroupement

Au téléphone 514-985-3322  
Par télécopieur 514-985-3340

## Les abonnements

Au téléphone 514-985-3355  
du lundi au vendredi de 7h30 à 16h30  
Par télécopieur 514-985-5967  
Par courrier abonnements@ledevoir.com  
Extérieur de Montréal (sans frais) 1-800-463-7559

## L'agenda culturel

Au téléphone 514-985-3346  
Par télécopieur 514-985-3390